



**ASSOCIATION MALIENNE POUR LA PROTECTION ET
DEVELOPPEMENT DE L'ENVIRONNEMENT AU SAHEL
AMPRODE /SAHEL**

BP.5017 - Tél./Fax. (223) 20 29 37 82 - Bamako
E-mail: amprodebamako@orange.net-Site Web : www.amprodesahel.org
Hamdallaye ACI 2000 - Rue 392, Face à la Clinique KABALA

RAPPORT ANNUEL D'ACTIVITES ET FINANCIER 2020



Victimes après leur déposition devant l'antenne régionale de la CVJR de Mopti

- **Références de l'Accord-cadre et de l'Avenant**
- **Référence autres documents de partenariat**
- **Adresse de l'ONG – Association signataire de l'Accord-cadre N°0115/000319 du 07 Janvier 2008 avec l'Etat :**
ACI 2000 Hamdallaye, Rue 392 Face CLINIQUE KABALA
BP : 5017 Tél : 20 29 37 82 ; Fax : 20 29 37 82
Email : amprodebamako@orangemali.net
- **Adresse du premier responsable**
Mamoutou **DIABATE**, Directeur Exécutif
Tél : 20 29 37 82 / 20 29 55 15 / **Cél.** : 66 75 85 96

Préparé Par :
Badian **KANITAO**
Chargé de Projets

Période :
Année 2020

SOMMAIRE

Table des matières

SIGLES ET ABREVIATIONS	6
INTRODUCTION :	8
I- IDENTIFICATION DES PROGRAMMES/PROJETS	8
❖ DOMAINE DE L'EDUCATION	8
1. Titre: Projet JIGIYA/FFE III (Food for Education /childnutrition Project)	8
1.1. Localisation :	8
1.2. Budget :	8
1.3. Résultats attendus:	8
a) Mobilisation communautaire	8
a.1. Visibilité du bailleur	8
a.2. Amélioration de l'environnement scolaire	8
a.3. Renforcement des capacités techniques des CGS	8
a.4. Distribution des bulletins scolaires colorés aux écoles	8
a.5. Remise de prix aux élèves	8
b) Cantine/logistique	8
b.1. Distribution des vermifuges et vitamines	8
b.2. Distribution des repas scolaires	9
b.3. Distribution des rations à emporter (RAE)	9
c) Pérennisation/renforcement de capacité	9
c.1. Activités de renforcement des capacités des CGS	9
c. 2. Renforcement de capacités des Maires	9
c.3. Partenariat	9
d) Composante SILC	9
e) MEAL	9
1.4. RESULTATS ATTEINTS :	10
a) Mobilisation communautaire	10
a.1. Visibilité du bailleur	10
a.2. Amélioration de l'environnement scolaire	10
a.3. Renforcement des capacités techniques des CGS	10
a.4. Distribution des bulletins scolaires colorés aux écoles	10
a.5. Remise de prix aux élèves	10
b) Cantine/Logistique	10
b.1. Distribution des vermifuges et vitamines A	10
b.2. Distribution des repas scolaires	10

b.3. Distribution des rations à emporter (RAE).....	10
b.4. Formation sur la gestion des vivres, l'hygiène et la préparation saine des aliments	11
c) Pérennisation/renforcement de capacité	11
c.1. Activités de renforcement des capacités des CGS	11
c.2. Renforcement de capacités des Maires	11
c.3. Partenariat	11
d) Composante SILC.....	11
d.1. Formation Covid-19	11
d.2. Sélection des PSP	11
d.3. Remise des prix aux PSP	11
d.4. Eléments de suivi.....	12
e) MEAL.....	12
e.1. Collecte des données de routine :.....	12
e.2. Suivi de l'archivage des documents dans les écoles	12
e.3. Ecart :	13
e.4. Partenaires et leurs apports par projet.....	13
e.5. Bénéficiaires :	13
e.6. Changements produits/Effets :.....	13
e.7. DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :.....	14
Titre: Programme d'Accès à l'Education pour Tous les Enfants au Mali (PACETEM).....	14
a) Localisation :	14
b) Budget :.....	14
c) Résultats attendus:	14
d) Résultats atteints :	15
e) Ecart :	15
f) Partenaires et leurs apports	16
g) Bénéficiaires :	16
h) Changements produits/Effets :.....	16
i) DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :.....	16
i. Titre : Programme d'accès à l'éducation pour tous les enfants au Mali (PACETEM).....	16
a) Localisation :	16
Le projet est localisé et dans l'Académie d'Enseignement Douentza. Il couvre quatre (4) CAP d'intervention, à savoir ceux de Douentza, Bankass, Sokoura, Madougou. Dix-huit (18) communes.	16
b) Budget :.....	16
c) Résultats attendus :	17

d) Résultats atteints en 2020:	17
e) Ecart :	18
f) Partenaires et leurs apports :	18
g) Bénéficiaires	19
h) Changements produits/Effets :	19
i) DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :	19
❖ DOMAINE DE LA SANTE	20
i. Titre : « Programme santé USAID/ Services de Santé à Grand Impact (SSGI) »	20
a) Localisation :	20
Districts sanitaires de Sikasso, Bougouni, Yanfolila, Kignan, Selingue	20
b) Budget :	20
c) Résultats attendus :	20
d) Résultats atteints en 2020:	21
e) Bénéficiaires :	23
f) Ecart :	23
g) Partenaires et leurs apports :	23
h) Bénéficiaires :	23
i) Changements produits/Effets :	23
j) DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :	23
ii. Titre : « Projet : « Renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA au Mali pour un accès universel à la prévention, au traitement, à la prise en charge et soutien : une approche intégrée de santé communautaire »	23
a) Localisation :	23
b) Budget :	23
c) Résultats attendus :	23
d) Résultats atteints en 2020:	24
e) Rapportages	24
f) Partenaires et leurs apports :	24
g) Bénéficiaires :	24
h) Changements produits/Effets :	25
i) DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :	25
iii. Titre : Le projet de Renforcement des Interventions Communautaires de la Survie et Développement de l'Enfant menées par la Communauté.	25
a) Localisation :	25
b) Budget :	25
c) Résultats attendus :	25

d) Résultats atteints par projet :.....	26
e) Ecart.....	27
f) Partenaires et leurs apports par projet.....	27
g) Bénéficiaires.....	27
h) Bénéficiaires indirects des organisations :.....	28
i) Changements produits/Effets :.....	28
j) Difficultés : Les difficultés rencontrées sont entre autres :.....	28
iv. Titre : Projet ATLAS.....	28
a) Localisation :.....	28
b) Budget : Le montant du budget pour l'année de 2020 est de 8 277 080 F CFA.....	28
c) Résultats attendus :.....	28
d) Résultats atteints en 2020 :.....	29
e) Ecart :.....	29
f) Partenaires et leurs apports :.....	29
g) Bénéficiaires :.....	29
h) Changements produits/Effets :.....	29
i) Difficultés : Les difficultés rencontrées sont entre autres :.....	29
❖ DOMAINE DE LA RECONCILIATION ET DE PAIX.....	29
i. Titre : Projet « Mécanisme d'appui aux organisations de la Société Civile de défense des droits humains soutenant les victimes de la crise malienne, particulièrement les femmes, les filles victimes de VBG ».....	29
a) Localisation :.....	29
b) Budget :.....	30
c) Résultats attendus :.....	30
d) Résultats atteints en 2020 :.....	30
e) Ecart :.....	31
f) Partenaires et leurs apports :.....	31
g) Bénéficiaires :.....	31
h) Changements produits/Effets :.....	31
i) Difficultés : Les difficultés rencontrées sont entre autres :.....	31
❖ DOMAINE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE/NUTRITION.....	31
i. Titre : Partenariat pour le Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Nord du Mali (PRIAN).....	31
a) Localisation :.....	31
b) Budget :.....	32
c) Résultats attendus :.....	32

d)	Résultats atteints en 2020 :	32
e)	Ecarts :	33
f)	Partenaires et leurs apports :	33
g)	Bénéficiaires :	34
h)	Changements produits/Effets :	34
i)	DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :	34
❖	DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE :	34
i.	Titre : Le Projet de Reconstruction et de Relance Economique –Financement Additionnel (PRRE-FA) 34	
a)	Localisation :	34
b)	Résultats attendus :	34
c)	Résultats atteints en 2020 :	35
d)	Ecarts :	38
e)	Partenaires et leurs apports :	38
f)	Bénéficiaires :	38
g)	Changements produits/Effets :	38
h)	Difficultés : Les difficultés rencontrées sont entre autres :	38
II-	VIE ASSOCIATIVE DE L'ONG-ASSOCIATION SIGNATAIRE D'ACCORD-CADRE AVEC L'ETAT :	
		39
a)	Le conseil d'Administration :	39
b)	L'Assemblée Générale.....	39
III-	Administration / fonctionnement :	
		39
IV-	Perspectives :	
		40
V-	Conclusions/Recommandations :	
		40

SIGLES ET ABREVIATIONS

- ▶ FFE: Food for Education;
- ▶ CGS : Comité de gestion scolaire ;
- ▶ CSref : Centre de Santé de Référence;
- ▶ CT : Collectivité territoriale
- ▶ CSCOM : Centre de Santé Communautaire
- ▶ OSC : Organisations de la Société Civile
- ▶ FELASCOM : Fédération Locale des Associations de Santé Communautaire
- ▶ SILC : Savings Internal Lending Cominities
- ▶ PACETEM : Programme d'Accès à l'Education pour Tous les Enfants au Mali
- ▶ AE : Académie d'Enseignement :
- ▶ CAP : Centre d'Animation Pédagogique ;
- ▶ ECOR : Ecole Coranique Rénovée ;
- ▶ ECU : Ecole à Classe Unique ;
- ▶ RMI : Relais et mesures incitatives ;
- ▶ ADC : Agent de Développement Communautaire ;
- ▶ SSA/P : Stratégie de Scolarisation Accélérée/ PARIS
- ▶ EDC: Education Development Center;
- ▶ NEC : Nouvelle Ecole Classique ;
- ▶ ONG : Organisation Non Gouvernementale ;
- ▶ SSGI : Services de Santé à Grand Impact ;
- ▶ AG : Assemblée Générale ;
- ▶ CPN : Consultation Pré Natale ;
- ▶ GSAN : Groupe de Soutien aux Activités de Nutrition ;
- ▶ ANJE : Alimentation du Nourrisson jeune Enfant
- ▶ ASC : Agent de Santé Communautaire ;
- ▶ ATPC : Assainissement Totale Piloté par la Communauté
- ▶ FDAL : Fin de Défécation à l'Aire Libre
- ▶ SONUB : Soins Obstétricaux et Néonatal d'Urgence de Base
- ▶ GAC : Groupe d'Action Communautaire
- ▶ PF : Planification Familiale
- ▶ SIAN : Semaine d'Intensification des Activités de Nutrition
- ▶ SMAM : Semaine de l'Allaitement Maternel ;
- ▶ JNV : Journée Nationale de Vaccination
- ▶ DO : District Officer
- ▶ AME : Association des Mères d'Elèves
- ▶ ASACO : Association de Santé Communautaire ;
- ▶ CP : comités paritaires ;
- ▶ CAM : Carte d'Assistance Mutuelle ;
- ▶ ECD : Equipe Cadre du District ;
- ▶ SMNI : Santé Maternelle Néonatale et Infantile ;
- ▶ CVSS : Caisse Villageoise de Santé et de Solidarité ;
- ▶ MAM : Malnutrition Modérée ;
- ▶ MAS : Malnutrition Sévère ;
- ▶ PEV : Programme Elargie de Vaccination ;
- ▶ SEC : Soins Essentiels dans la Communauté ;
- ▶ DTC : Directeur Technique de Centre ;
- ▶ CEHA : Comité Eau Hygiène et Assainissement ;
- ▶ HSH : Hommes ayant des relations Sexuelle avec d'autres Hommes ;

- ▶ PEC : Pris en Charge
- ▶ ARV : Anti Rétroviraux ;
- ▶ UMO : Unité de Mise en Œuvre ;
- ▶ SR : Sous Récipiendaire ;
- ▶ PM : Pair Mobilisateur
- ▶ DRS : Direction Régionale de la Santé ;
- ▶ SER/HCNLS : Secrétariat Régional du Haut Conseil National de Lutte contre le Sida
- ▶ CCDV : Centre de Conseil et Dépistage Volontaire ;
- ▶ PR : Principal Récipiendaire ;
- ▶ RCCE : Communication sur les risques et engagement communautaire
- ▶ PFCM : Plateforme de Coordination multisectorielle communes et district et la validation du cadre de redevabilité ;
- ▶ DS : District Sanitaire ;
- ▶ ADVIH : Autotest du VIH ;
- ▶ CVJR : Commission Vérité Justice et Réconciliation ;
- ▶ VBG : Violence Basée sur le Genre ;
- ▶ CPON : Consultation Post Natale ;
- ▶ PDSEC : Programme de Développement Social Economique et Culturel ;
- ▶ OCB : Organisation Communautaire de Base
- ▶ OSP : Organisation Socioprofessionnelle ;
- ▶ PRRE FA : Projet de Reconstruction et de Relance Economique –Financement Additionnel
- ▶ MPP : Microprojets Productifs.

INTRODUCTION :

Dans le souci de contribuer efficacement au développement socio-économique du Mali, il a été créé le 05 Janvier 1992 « Association Malienne pour la Protection et le Développement de l'Environnement au Sahel » (AMPRODE/SAHEL) suivant récépissé N°411/MAT/DAT du 08 mai 1992. Elle a signé avec le gouvernement du Mali, l'accord cadre N° 319 du 30 mai 1992, révisé par N°0115/000319 du 07 Janvier 2008 De sa création à nos jours, l'ONG s'est investie au service du développement communautaire à travers le pays.

En 2020, AMPRODE/SAHEL a exécuté plusieurs projets dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso Ségou, Mopti et Gao. Ces différents projets réalisés sont relatifs aux domaines de la santé, de la sécurité alimentaire, de l'éducation, de la lutte contre la pauvreté, de la réconciliation et la paix.

Le présent rapport retrace l'ensemble des activités réalisées du 1er Janvier au 31 Décembre 2020.

I- IDENTIFICATION DES PROGRAMMES/PROJETS

❖ DOMAINE DE L'EDUCATION

1. Titre: Projet JIGIYA/FFE III (Food for Education /childnutrition Project)

1.1. Localisation :

Cinq (05) Cercle de la Région de Mopti (Mopti, Bandiagara, Bankass, Koro, Djenné).

1.2. Budget :

Le Budget du projet pour l'année 2020 est de **132 524 782 F CFA**

1.3. Résultats attendus:

Les résultats attendus au cours de 2020 sont les suivants :

a) Mobilisation communautaire

a.1. Visibilité du bailleur

- Amener les enseignants à faire un rappel sur le bailleur aux élèves et aux parents d'élèves (au moins une fois par mois) ;

a.2. Amélioration de l'environnement scolaire

- Sensibiliser les CGS et communautés pour la plantation d'arbres ;

a.3. Renforcement des capacités techniques des CGS

- Sélectionner les CGS performants ;
- Suivre la réalisation des activités de la subvention ;
- Appuyer les CGS à élaborer leurs plans d'action et projets d'école ;
- Suivre la mise à jour des tableaux Géants ;
- Réaliser les émissions radios sur le suivi parental et le mariage précoce ;

a.4. Distribution des bulletins scolaires colorés aux écoles

- Doter les écoles en bulletins colorés ;
- Suivre l'utilisation des bulletins ;

a.5. Remise de prix aux élèves

- Appuyer l'organisation de la remise des certificats aux élèves méritants
- Réaliser les émissions radios sur le suivi parental et le mariage précoce

b) Cantine/logistique

b.1. Distribution des vermifuges et vitamines

- Faire le plaidoyer au niveau des CSRefs, CT et CSCOM pour la mise à disposition des médicaments ;

- Distribuer la vitamine A et les vermifuges aux élèves des 10 nouvelles écoles ;
- Faire le suivi de l'administration de la Vitamine A et des vermifuges ;

b.2. Distribution des repas scolaires

- Sensibiliser les CGS et communautés sur le contenu du protocole ;
- Sensibiliser les communautés sur la mobilisation du complément de la ration pour les cuisinières ;
- Sensibiliser les CGS pour la réhabilitation des infrastructures scolaires ;
- Appuyer les CGS dans l'exploitation des jardins scolaires ;
- Appuyer les CGS dans la confection et la réhabilitation des foyers améliorés ;
- Faire le suivi de la fonctionnalité des cantines ;

b.3. Distribution des rations à emporter (RAE)

- Identifier les volontaires éligibles (tutorat) ;
- Appuyer les CGS dans la remise de la RAE aux volontaires éligibles ;
- Faire le suivi de la remise de la RAE ;
- Distribution de la RAE COVID-19 aux élèves et cuisinières ;
- Faire le suivi de la distribution de la RAE spéciale par les CGS ;
- Formation sur la gestion des vivres, l'hygiène et la préparation saine des aliments ;
- Sensibiliser les CGS pour l'achat des kits de lavage des mains et du savon.

c) Pérennisation/renforcement de capacité

c.1. Activités de renforcement des capacités des CGS

- Sensibiliser les communautés sur la stratégie de pérennisation du projet ;
- Identifier les pratiques modèles de mobilisation de ressources locales pour la mise à disposition au MEAL ;
- Faire le suivi-évaluation de la progression de chaque communauté par rapport à la contribution attendue ;

c. 2. Renforcement de capacités des Maires

- Mettre les formulaires d'engagement à la disposition des maires ;
- Suivre la signature des formulaires d'engagements par les Mairies ;
- Faire le suivi-évaluation de la progression des mairies par rapport à leurs engagements ;
- Collecter et compiler les données sur les ressources allouées aux écoles par les mairies ;
- Orientation des élus et secrétaires généraux sur le formulaire d'auto-évaluation et la sensibilisation sur la COVID 19 ;

c.3. Partenariat

- Remontée des informations sur d'autres partenaires dans la zone d'intervention du projet ;

d) Composante SILC

- Formation Covid-19 ;
- Sélection des PSP ;
- Remise des prix aux PSP ;

e) MEAL

- Collecte des données de routine ;
- Suivi de l'archivage des documents dans les écoles.

1.4. RESULTATS ATTEINTS :

Les résultats atteints au cours de l'année 2020 sont les suivants:

a) Mobilisation communautaire

a.1. Visibilité du bailleur

- 59/68 écoles ont été touchées au cours de l'année ;

a.2. Amélioration de l'environnement scolaire

- 57/68 CGS et communautés ont été sensibilisés pour la plantation d'arbres dans le cadre de l'amélioration de l'environnement scolaire ;

a.3. Renforcement des capacités techniques des CGS

- Suite au processus de sélection sur 21 CGS évalués, 04 ont été sélectionnés pour recevoir la subvention;
- 4/4 CGS sélectionnés ont été suivis;
- 60/68 écoles ont été appuyées et disposent de leur projet d'école et plan d'action annuel;
- Les tableaux géants de 53/68 écoles ont été mis à jour ;
- 360/360 diffusions réalisées en Peulh, Bambara et Bozo sur le suivi parental et le mariage précoce ;

a.4. Distribution des bulletins scolaires colorés aux écoles

- 68/68 écoles ont reçu les bulletins scolaires colorés ;
- 49/68 ont été suivis sur l'utilisation des bulletins colorés ;

a.5. Remise de prix aux élèves

- 57/68 écoles ont été appuyées sur l'organisation de la remise des certificats aux élèves méritants. 700 élèves ont reçu le certificat de mérite (350 filles et 350 garçons).

b) Cantine/Logistique

b.1. Distribution des vermifuges et vitamines A

- 21 centres de santé dont 3 CSRef, 18 CSCom, touchés dans 26 Communes soit 58/68 écoles ;
- 3020 élèves (dont 1510 F et 1510 G) pour les 10 nouvelles écoles et 2369 (dont 1152 F et 1217 G) pour les anciennes écoles ont reçu la vitamine A soit 5389 élèves ; 83 vermifuges aux cuisinières dont 43 pour les nouvelles et 40 pour les anciennes écoles ;
- Le suivi a été fait dans 16/16 écoles dont dix nouvelles écoles et six anciennes ;
- 31/40 CGS appuyés dans l'exploitation des jardins scolaires ;
- 52/68 cantines ont fonctionné ;

b.2. Distribution des repas scolaires

- 54/68 écoles dont 49 1ers cycles et 5 seconds cycles ont été sensibilisées sur le contenu du protocole entre les CGS et le projet ;
- 54/68 écoles dont 49 1ers cycles et 5 seconds cycles ont été Sensibilisés sur la mobilisation du complément de la ration pour les cuisinières ;
- 4/4 CGS sensibilisés pour la réhabilitation des infrastructures scolaires ;

b.3. Distribution des rations à emporter (RAE)

- 60 tuteurs identifiés dont 29 filles;
- 108/120 volontaires ont bénéficié de RAE ;
- 59/68 écoles ont bénéficié de la RAE Covid-19 (17 627 élèves dont 9 130 filles et 8 497 garçons, avec 232 cuisinières ont bénéficié de 2176,72 kg de riz, 261,22 kg de lentilles et 174,15 kg de petit pois) ;

- 59/68 écoles ont bénéficié de la RAE Spéciale (17 627 élèves dont 9 115 filles et 8 512 garçons cuisinières ont bénéficié de 198 060 Kg de riz, 42 391 kg de lentilles, 35 832 kg de petit pois et 21 567 kg d'huile) ;

b.4. Formation sur la gestion des vivres, l'hygiène et la préparation saine des aliments

- Dans 52/68 écoles 165 séances de sensibilisation des CGS dans les écoles ouvertes réalisées.

c) Pérennisation/renforcement de capacité

c.1. Activités de renforcement des capacités des CGS

- 54/68 CGS ont été sensibilisés sur l'importance d'une stratégie de pérennisation ;

c.2. Renforcement de capacités des Maires

- 25/25 ont reçu les formulaires d'engagement des Maires ;
- Sur les 25 collectivités qui ont reçu les formulaires d'engagement, 15 l'ont signé ;
- 5/20 communes ont mené des actions par rapport à leur engagement ;
- 14/15 mairies ayant signées le formulaire d'engagement ont mis à la disposition de 40 écoles une somme de 2 126 162 FCFA ;
- 20 secrétaires généraux des mairies et 77 élus communaux ont participé à la formation sur l'auto-évaluation des Mairies et la prévention de la covid-19. Il y avait 14 femmes sur les 97 participants ;

c.3. Partenariat

- Dans 52/68 écoles les autres intervenants travaillent dans les domaines de l'appui scolaire, le Wash, la santé et la Gouvernance locale ;

d) Composante SILC

d.1. Formation Covid-19

- 15/20 écoles où les activités SILC sont menées (2449 membres dont 3 hommes de 149 groupes sensibilisés et formés sur le COVID-19 dans 15 villages sites d'écoles) ;

d.2. Sélection des PSP

- 12/14 évalués dont 3/12 sélectionnés

d.3. Remise des prix aux PSP

- 3/3 ont reçu des prix.

d.4. Eléments de suivi

Total de membres inscrits	3 409 F	42H	3 451
Total de membres actifs	3 199 F	28H	3 227
Total de membres participants aux réunions	2 679 F	13H	2 692
Valeur totale des épargnes			47 584 000
Valeur totale des prêts			28 100 000
Valeur totale des prêts en cours			28 100 000
Nombre des prêts en cours			2 195
Valeur totale du fonds de prêt en caisse/Fonds de crédit			22 186 500
Valeur totale du fonds social			7 784 750
Solde du fonds de solidarité			7 709 750
Valeur de la contribution en espèce à la cantine			9000
Nombre de groupes ayant contribué en espèce à la cantine			4
Montant payé aux PSP/ (paiements reçus des groupes)			30 000

e) MEAL

e.1. Collecte des données de routine :

Ce sont celles qui sont collectées chaque mois, il s'agit entre autres de:

Au titre de l'éducation:

- Le nombre de jours de fonctionnement des classes,
- Le nombre de jours de fonctionnement des cantines,
- Le nombre de plats distribués aux élèves et aux cuisinières,
- Les condiments utilisés et leur valeur monétaire,
- Les contributions des communautés en céréales,
- Le nombre de tableau d'affichage à jour,
- Le nombre de médicaments (capsules de vitamine A et d'albendazole distribué)
- Les séances d'IEC effectuées et le nombre de personnes touchées (hommes et femmes),
- Le nombre de bulletins illustrés renseignés et signés par les parents d'élèves,
- Le nombre de bénéficiaires de la RAE (Ration à emporter) pour les élèves des 5eme et 6eme années,
- Le nombre de bénéficiaires de la RAE spéciale (COVID 19) et celle des vivres restant à la fin de FFE 3.

Au titre du SILC (microfinance)

- Le nombre de groupements SILC et le nombre de membres actifs,
- Le montant de l'épargne mobilisé,
- La contribution des groupements SILC pour le fonctionnement de la cantine.

Les données ont pu être collectées régulièrement dans 52/68 écoles ;

e.2. Suivi de l'archivage des documents dans les écoles

- 41/68 écoles ont reçu des missions de suivi de l'archivage. Les données des 5 ans de FFE 3 ont été classées dans 5 mâles au niveau du partenaire.

e.3. Ecart :

Les écarts constatés au cours de cette période sont:

- 9 écoles du CAP de Sévaré non touchées par la sensibilisation des CGS et communautés pour la plantation d'arbres;
- Sur 21 CGS évalués, 4 ont été sélectionnés pour recevoir la subvention ;
- Les 9 écoles habituellement fermées du CAP de Sévaré, Passandougou, Bodio, Soh, Boulel, Ambassa, Séguékanda, n'ont pas été suivies pour raison d'insécurité ;

e.4. Partenaires et leurs apports par projet

Plusieurs acteurs sont impliqués dans la mise en œuvre de ce projet:

- CRS Mali pour l'appui technique et financier;
- CAP, AE, CSCOM, CSRef pour l'appui et conseil technique;
- Communautés bénéficiaires pour l'investissement humain;

e.5. Bénéficiaires :

Les bénéficiaires du projet sont les communautés (Femmes, hommes, enfants) des 53 écoles des cinq cercles encadrés. (Mopti, Djenné, Bandiagara, Bankass et Koro).

e.6. Changements produits/Effets :

Les changements produits sont surtout visibles au niveau de la fréquentation scolaire, du fonctionnement des CGS, de la production de jardins scolaires et du dynamisme des groupes SILC.

Fréquentation scolaire : Le fonctionnement régulier de la cantine scolaire a contribué à la régularisation et la rétention des élèves à l'école. En effet les élèves sont réguliers et ils restent à l'école tant que la cantine est fonctionnelle. Maintien et la continuation des élèves au niveau du fondamentale 2,

L'implication forte de la communauté à la vie de l'école grâce aux activités de distribution RAE

Après l'arrêt du projet on constate une réelle appropriation des activités des cantines par la communauté. Cela se traduit par le fonctionnement de certaines cantines pendant 115 jours avant le démarrage de FFE4. Ainsi en outre des vivres mobilisés elles ont contribué à hauteur d'un montant de 549 850 CFA comme frais de condiment. Au total 1836 élèves dont 973 ont bénéficié de ces repas faits avec les vivres communautaires.

- **Le fonctionnement des CGS :** Les CGS avec la compétition pour l'obtention de subvention d'une valeur de 500 000Fcfca accordée par le projet pour un appui dans la mise en œuvre de leur plan d'action a eu comme effet d'entraînement une amélioration dans le fonctionnement des CGS en termes de tenue régulière des réunions statutaires assorties de procès-verbal (réunions mensuelles, assemblées générales, tenue de bilan à mi-parcours et annuel) ; l'élaboration à temps de projet d'école avec leur plan d'action annuel.

Exceptionnellement le cas du CGS de Welingara:

Le CGS de Welingara a reçu deux fois de suite la subvention, il a pu mobiliser au cours de ces deux années plus de 2 000 000Fcfca auprès de la communauté pour construire et équiper un abri provisoire comme classe de 1^{ère} année (table banc, tableau à chevalet), le CGS a bénéficié de l'appui du projet pour agrandir le jardin. Suite aux dommages causés par les animaux en divagation, la communauté à travers le CGS a décidé de faire une cotisation pour l'achat de grillage (3 rouleaux) afin de reprendre entièrement la clôture du jardin scolaire, réhabiliter le magasin et la cuisine en remplaçant les feuilles de tôle.

Pour assurer la pérennité après le retrait du projet, certains CGS sont parvenus à faire fonctionner la cantine pendant quelques mois.

- **Production des jardins scolaires :** Partout dans les écoles FFE3, l'organisation de la production des jardins scolaires est confiée aux différents CGS. Cette organisation s'est améliorée en certains endroits en confiant la production aux femmes avec une clé de répartition de la récolte pour la dotation de l'école en condiment. Les femmes profitant de l'exploitation des jardins ont non seulement des avantages à travers la récolte mais acceptent aussi de laisser une partie de leur production pour la dotation de la cantine en condiment, en légume vert et fruits (papaye). Les fruits et féculents sont souvent vendus par les femmes à travers le CGS pour appuyer le fonctionnement de la cantine. Le jardin de Welingara est l'un des jardins qui a fonctionné toute la période du FFE3 et qui continue à fonctionner jusqu'à la date d'aujourd'hui.
- **Dynamisme de groupes SILC et leur appui aux cantines scolaires :** Les groupements SILC sont dynamiques car la méthodologie SILC est beaucoup appréciée par les femmes. En effet ceux sont les groupes SILC qui ont contribué dans beaucoup d'écoles au fonctionnement régulier de la cantine par des contributions de toutes sortes (condiments, espèces, ustensiles de cuisine, bois...). C'est grâce aux activités des groupes SILC que beaucoup de femmes s'auto épanouissent et ne font plus recours aux Institutions de Micro finance (IMF) pour bénéficier des prêts. A travers leurs épargne/crédit, elles sont parvenues à assurer les frais scolaires et de santé de leurs enfants. Les contributions (espèces) sous forme de prêts sont accordées aux membres nécessiteux lors des événements sociaux (baptêmes, mariages, circoncision...). La tenue des réunions hebdomadaires a permis de renforcer la cohésion sociale.

e.7. DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- La grève des enseignants en janvier et Mars 2020 ;
- Faible fonctionnalité de certains CGS ;
- L'absentéisme des élèves dans certaines écoles à cause des travaux champêtre (juillet) ;
- L'insécurité dans l'ensemble de la zone d'intervention avec un accent sur certaines localités ;
- L'arrêt précoce des cours suite à la pandémie de COVID-19 ;
- La sous consommation des vivres par les différents événements qui ont entraîné l'irrégularité dans le fonctionnement des écoles et leur cantine ;
- L'incapacité du Chef de projet de poursuivre les activités jusqu'à la fin de son contrat par suite d'AVC .

Titre: Programme d'Accès à l'Education pour Tous les Enfants au Mali (PACETEM)

a) Localisation :

Les activités du PACETEM sont mises en œuvre dans les Académies de Gao et Ménaka couvrant six CAP : Gao, Ansongo, Bourem, Wabaria (AE de Gao) et Ménaka, Andéramboukane (AE de de Ménaka) et 15 Communes (Ansongo, Andéramboukane, Bara, Bourem, Bourra, Gao, Gabéro, Gounzoureye, Ménaka, Taboye, Téméra, Téssit, Tilemsi, Tin Hama et Soni Ali BER)

b) Budget :

Le Budget du projet pour l'année 2020 **est de 424 474 798 F CFA**

c) Résultats attendus:

Les résultats attendus au cours de 2020 sont les suivants :

- Assurer le suivi des 7685 enfants dont 80 en situation de handicap léger à travers les alternatives éducatives. Ce nombre est réparti entre deux années scolaires;
- Identifier 350 enfants potentiels pour les ECOR ;
- Identifier 30 enfants potentiels pour les ECU ;
- Identifier 30 enfants potentiels pour les écoles mobiles ;
- Identifier 300 enfants potentiels par les Relais communautaires (RMI) ;
- Organiser l'évaluation des apprenants des 60 centres SSA/P de l'An 2 (2019-2020);
- Procéder au transfert des apprenants des centres SSA/P dans des écoles formelles ;
- S'assurer du maintien des enfants inscrits de l'An 1 et l'An 2;

- Doter les enfants inscrits courant 2019-2020 par les relais communautaires (RMI) de matériels scolaires;
- Former les enseignants en inclusion (prise en charge et encadrement des enfants en situation de handicap);
- Doter les enfants handicapés en matériels spéciaux liés à leur handicap ;
- Doter les écoles abritant des enfants handicapés en tableaux adaptés, latrines et rampes ;
- Organiser des ateliers bilan-programmation avec les partenaires ;
- Identifier et inscrire des enfants dans les alternatives éducatives créées courant l'année scolaire 2020-2021.

d) Résultats atteints :

Les résultats atteints au cours de la période de Janvier à Décembre 2020 sont les suivants:

- 350 enfants potentiels identifiés pour les ECOR ;
- 30 enfants potentiels identifiés pour les ECU ;
- 30 enfants potentiels identifiés pour les écoles mobiles ;
- 300 enfants potentiels identifiés par les Relais communautaires (RMI) ;
- 60 centres suivis à raison de 10 par CAP avec un effectif total de 2061 enfants inscrits sur 2100 prévus ;
- 788 enfants inscrits dans 20 écoles ;
- 1385 suivis au niveau des 20 ECOR ;
- 1345 suivis effectués par les 6 ADC et les 3 Superviseurs AE (8 mois) ;
- 40 Suivis réalisés par le chargé de suivi et évaluation (4 missions effectuées) ;
- 160 relais touchés ;
- 4479 enfants inscrits ont été vérifiés ;
- 3533 familles touchées par les suivis;
- 119 relais touchés par les suivis;
- 292 enfants inscrits dans les nouvelles écoles ;
- 60 élèves inscrits à raison de 30 par classe dans les deux écoles mobiles ;
- 56 centres SSA/P évalués ;
- 1923 enfants inscrits à l'évaluation ;
- 1919 enfants évalués ;

Le maintien porte sur les enfants inscrits de l'An1 du projet. Les données collectées et saisies donnent le résultat suivant :

- RMI : 1999 sur 2364 enfants réinscrits dans les écoles publiques des CAP d'intervention.
- SSA/P : 1404 sur 1587 enfants transférables sont réinscrits dans leur école respective pour poursuivre les études.
- 372 élèves sont réinscrits au début de l'année scolaire dans les écoles coraniques ;

e) Ecart :

Les écarts ont porté sur les activités prévues non réalisées faute de fonds et qui sont entre autres :

- Formation des enseignants en inclusion (prise en charge et encadrement des enfants en situation de handicap) ;
- Dotation des enfants handicapés en matériels spéciaux liés à leur handicap ;
- Dotation des écoles abritant des enfants handicapés en tableaux adaptés, latrines et rampes ; ateliers ;
- Organisation des bilan-programmations avec les partenaires ;
- Le paiement des frais scolaires et ;
- Dotation des enfants en acte de naissance.

Ces activités non réalisées ont été reprogrammées pour l'année scolaire 2020-2021 si les conditions sont réunies.

f) Partenaires et leurs apports

Plusieurs acteurs sont impliqués dans la mise en œuvre de ce projet:

- EDC pour l'appui technique et financier;
- Académies d'Enseignement, Centres d'Animation Pédagogique, pour l'appui et conseil technique;
- Communes et Communautés bénéficiaires pour l'investissement humain;

g) Bénéficiaires :

Les bénéficiaires directes sont les enfants déscolarisés et non scolarisés et les enfants en âge d'aller à l'école (6 -7 ans), qui grâce à PACETEM auront la chance d'aller ou de retourner à l'école.

Les bénéficiaires indirects sont les enseignants, les communautés et les collectivités territoriales qui auront leurs enfants inscrits et encadrés, des équipements et matériels pour les écoles recevant les enfants.

h) Changements produits/Effets :

Les changements produits par le projet sont entre autres malgré les ruptures de fonds et l'insécurité:

- ✓ Le changement qualitatif dans la vie de certains jeunes sans emploi utilisés comme: animateurs SSA/P et enseignants volontaires.
- ✓ L'accès à l'éducation de plusieurs enfants hors école ayant abandonné ou se trouvant dans des zones difficiles à travers l'ouverture des Ecoles Mobiles et Nouvelles Ecoles Classiques;
- ✓ Le retour et l'inscription à l'école des enfants hors écoles ayant dépassé l'âge d'aller à l'école à travers les centres SSA/P;
- ✓ L'augmentation du taux d'inscription et de maintien au niveau des écoles d'intervention à travers les RMI (relais et mesures incitatives) et
- ✓ La valorisation et la rénovation des écoles coraniques par l'enseignement du français, leur dotation en mobiliers et matériels didactiques;
- ✓ Toutes choses qui ont créé un engouement chez les communautés et de l'administration scolaire qui se posent toujours des questions sur la situation qui prévaut actuellement.

i) DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Retard dans les achats ;
- Fonds non disponibles ;
- Réticence de certains parents pour le Transfert des apprenants des centres SSA/P au niveau des écoles d'accueil dans les CAP de Bourem;
- Insuffisance d'enseignants en d'autres lieux ;
- Développement de l'insécurité dans certaines zones ;
- Fermeture des écoles ;
- Difficultés d'ordre sécuritaire : intensité des attaques sur les routes de l'intérieur et des conflits intercommunautaires ;
- Influence ou intimidation par les mouvements armés ;

i. Titre : Programme d'accès à l'éducation pour tous les enfants au Mali (PACETEM)

a) Localisation :

Le projet est localisé et dans l'Académie d'Enseignement Douentza. Il couvre quatre (4) CAP d'intervention, à savoir ceux de Douentza, Bankass, Sokoura, Madougou. Dix-huit (18) communes.

b) Budget :

Le montant du budget pour l'année 2020 est de **463 863 235 F CFA**.

c) Résultats attendus :

- Intégrer à l'école 8683 enfants hors écoles à travers les alternatives éducatives RMI, ECOR, SSA/P et NEC mises en place par PACETEM Douentza dans cinq (5) CAP et sept (7) communes de l'académie d'enseignement de Douentza ;
- Sensibiliser les chefs religieux (maitres coraniques et Imam) et concertation avec les autorités locales (représentants des collectivités locales) ;
- Installer le mobilier (nattes ou tables-bancs pour les élèves, tableaux, table et chaise pour le maitre) ;
- Doter en matériel didactique/consommable : cahier, Bic, ardoise, manuel scolaire pour les élèves ;
- Distribuer les mesures incitatives ;
- Réaliser des missions d'appui aux ONG sur les modalités d'organisation des écoles coraniques rénovées ;
- Payer les indemnités des volontaires coraniques ;
- Appuyer l'installation des enseignants non volontaires (matelas, panneau solaire, réservoir d'eau, bouteille de gaz, ...) en milieu rural ;
- Signer les contrats entre ONG et volontaires coraniques ;
- Collecter les décrets d'affectation et des décisions de mutation des enseignants ;
- Construire et équiper de nouvelles écoles ;
- Doter les nouvelles écoles en matériel didactique ;
- Identifier des enfants hors école ;
- Distribuer les mesures incitatives : acte de naissance, kit scolaire, uniforme, paiement des frais d'inscription, récompenses aux résultats scolaires ;
- Former les relais communautaires aux discours/arguments pour convaincre de l'importance de l'école pour les enfants et plus particulièrement les filles et les enfants en situation de handicap ;
- Suivre la fréquentation des élèves par les relais communautaires ;
- Mettre en place des cours de remédiation/rattrapage intensif ;
- Indemniser les animateurs SSA ;
- Equiper en mobilier les SSA/P : table banc pour les élèves, table et chaise pour le maitre et tableau ;
- Doter en matériel didactique : cahier, Bic, ardoise, boîte géométrie, curriculum des passerelles, manuel scolaire, guide de l'animateur ;
- Distribuer les mesures incitatives pour les filles ;
- Former les animateurs au programme des centres de scolarisation accélérée ;
- Installer des aménagements pour l'accès aux handicapés : rampes d'accès, toilettes handicapées, abaissement des tableaux pour faciliter l'utilisation des enfants handicapés ;
- Doter les écoles en malles didactiques inclusives : composés de supports didactiques accessibles aux élèves quelques soient leur handicap tel que des cartes en relief, des supports avec des écritures suffisamment grandes donc visible par tous ;
- Doter de supports techniques pour les enfants en situation de handicap physique : fauteuil roulant, béquille, lunettes, loupes,
- Former les enseignants en inclusion ;
- Organiser des ateliers de Planification AE/CAP ;
- Organiser des Réunions de coordination Equipe terrain ;
- Organiser des Missions de suivi/supervision technique ;
- Organiser des Missions de suivi-évaluation.

d) Résultats atteints en 2020:

- 150 chefs religieux (maitres coraniques et Imam) en concertation avec les autorités locales (représentants des collectivités locales) ont été sensibilisés ;

- 30 écoles coraniques ont reçu des mobiliers ;
- 600 kits scolaires remis aux élèves ;
- 180 filles bénéficiaires ont reçu des mesures incitatives ;
- 03 missions d'appui aux ONG sur les modalités d'organisation des écoles coraniques rénovées ;
- 30 volontaires pris en charge ;
- 30 volontaires coraniques ont reçu une indemnité ;
- 20 Nouvelles écoles construites ;
- 20 Nouvelles écoles équipées ;
- 11 décrets d'affectation et des décisions de mutation des enseignants collectés ;
- 4743 enfants hors école identifiés ;
- 4743 bénéficiaires (enfants) ont reçu des mesures incitatives ;
- 170 relais communautaires formés ;
- 584 suivis de la fréquentation des élèves effectués par les relais communautaires ;
- 80 animateurs SSA/P ont reçu des indemnités ;
- 80 centres SSA/PARIS ont reçu de l'équipement mobilier ;
- 80 centres SSA/PARIS recevant la dotation en matériel didactique ;
- 2336 enfants des SSA/PARIS ayant reçu du matériel didactique ;
- 700 Filles bénéficiaires recevant des mesures incitatives ;
- 80 centres SSA/PARIS évalués annuellement ;
- 80 animateurs formés à la stratégie de scolarisation accélérée PARIS ;
- 03 missions de supervision de la qualité des centres SSA PARIS effectués ;
- 01 Atelier de Planification AE/CAP organisé ;
- 01 Réunions de coordination Equipe terrain organisé ;
- 03 Missions de suivi/supervision technique réalisées ;
- 03 Mission de suivi-évaluation réalisées.

e) Ecart :

Les écarts ont porté sur :

- 03 Missions d'appui aux ONG non réalisées sur les modalités d'organisation des écoles coraniques ;
- 14 sur écoles sur 14 prévues n'ont pas reçu des rampes d'accès handicapés ;
- 14 écoles sur 14 prévues n'ont pas reçu des malles didactiques inclusives ;
- 10 enfants handicapés sur 10 prévus n'ont pas reçu des supports techniques ;
- 14 enseignants non formés en inclusion sur 14 prévus ;
- 14 enseignants non formés à la gestion d'une classe inclusive sur 14 prévus ;
- 01 Atelier de Planification AE/CAP non réalisé sur 01 prévu ;
- 03 Réunions de coordination Equipe terrain non réalisé sur 04 prévues ;
- 09 Missions de supervision en suivi évaluation non réalisées sur 12 prévues ;
- 09 Missions de suivi-évaluation non réalisées sur 12 prévues ;

f) Partenaires et leurs apports :

Les principaux partenaires de mise en œuvre du projet PACETEM-Douentza sont :

Académie d'Enseignement (AE) et Centres d'Animation Pédagogique (CAP)

Apports :

- Appui technique et méthodologique de mise en œuvre,
- Mise à disposition d'enseignants,
- Suivi supervision des activités,
- Appuis au renforcement de capacités des acteurs (relais, animateurs SSA, enseignants, volontaires des écoles coraniques rénovées, agents ONG, AE, CAP) du projet),

- Capitalisation des résultats,

Collectivités (communes) et communautés

Apports :

- Appui à la mobilisation sociale,
- Mise à disposition des cibles,
- Contributions en nature dans la réalisation des structures (écoles-abris) sur fonds propre.

Administration générale

Apports :

Accompagnement institutionnel.

g) Bénéficiaires

Les bénéficiaires directs du projet sont les enfants (filles et garçons) déscolarisés/non scolarisés de 8 à 12 ans (filles et garçons) et ceux en âge scolaire (6 à 7ans) en difficulté d'y aller pour diverses raisons (ECU, relais/mesures incitatives).

Les bénéficiaires indirects sont :

Les communautés et les parents :

- Octroi de droit à l'éducation aux enfants,
- Allègement des charges scolaires.

Les enseignants :

- Renforcement de capacités,
- Amélioration des pratiques de classe par la formation aux alternatives éducatives.

Les communes :

Développement de la carte scolaire locale,

Amélioration des indicateurs scolaires (qualité/quantité) est un indice de développement.

h) Changements produits/Effets :

La création des structures alternatives d'éducation (École à Classe Unique (ECU), Nouvelle Ecole Classique (NEC), Ecole Coranique Améliorée (ECOR), approche Relais Mesures Incitatives (RMI) a eu comme effet global d'améliorer l'accès à l'école dans les zones d'intervention de PACETEM. En effet de 2018 à 2020, près de 10 000 enfants hors école ont pu intégrer l'école formelle à travers les alternatives éducatives ci-dessus citées dans 6 CAP de l'AE de Douentza regroupant 18 communes. Et ce, malgré la persistance d'une insécurité endémique dans plusieurs localités des zones d'intervention.

Un des changements notables intervenus au cours de la mise en œuvre est la mise en place d'un vivier de maîtres volontaires ou étatiques formés dans la pédagogie d'enseignement-apprentissage des approches alternatives d'éducation. A cela s'ajoute le recrutement et le déploiement des relais communautaires d'éducation pour identifier tous les enfants en âge scolaire non-inscrits et favoriser leur inscription. Cette activité a permis de booster la scolarisation dans plusieurs villages d'intervention. Cette approche d'utilisation des Relais communautaire et les mesures incitatives afférentes dans la scolarisation fait, aujourd'hui, des émules dans le monde de l'éducation.

Les capacités d'ajustement conjoncturel de PACETEM, le développement du partenariat privé-public et du travail collaboratif avec les services techniques, les collectivités et les communautés ont permis des résultats probants dont peuvent s'inspirer les intervenants dans le domaine de l'Education.

i) DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Manque de fonds pour la réalisation de l'activité ;
- Les apprenants prennent les cours dans les conditions difficiles ;
- Accès difficile de certaines zones pour raison d'insécurité ;
- Insécurité grandissante sur les routes Bankass/Bandiagara ;
- L'arrêt des cours lié aux grèves intempestibles des enseignants étatiques ;
- Retard dans la livraison des équipements des alternatives ;
- Non tenue des cahiers de préparation chez certains animateurs ;
- Non disponibilité des fiches d'évaluation.

❖ **DOMAINE DE LA SANTE**

i. Titre : « Programme santé USAID/ Services de Santé à Grand Impact (SSGI) »

a) Localisation :

Districts sanitaires de Sikasso, Bougouni, Yanfolila, Kignan, Selingue

b) Budget :

Le montant du budget pour l'année 2020 est de **94 705 437 F CFA**.

c) Résultats attendus :

SMNI :

- Organiser les visites de suivi des caisses villageoises de solidarité santé existantes y compris ceux qui sont au niveau CSCOM ;
- Organiser les AG pour améliorer l'organisation de la référence évacuation, y compris la gestion des caisses villageoises de santé et solidarité (aider les groupes à étendre l'utilisation de fonds au-delà de la Réf/Evac mais pour CPN, GSAN, etc.).

WASH/NUTRITION :

- Faire l'évaluation des plans d'action communautaires ;
- Célébrer la journée mondiale de l'eau ;
- Superviser conjointement les activités ANJE communautaire (GSAN);
- Appuyer 120 groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN) techniquement et financièrement dans les démonstrations nutritionnelles pour soutenir la nutrition à base communautaire dans les aires de santé ;
- Intensifier les sessions de discussions éducatives au niveau des villages pour un allaitement exclusif et une alimentation complémentaire à l'aide des tableaux de papier intégrés ;
- Intensifier les sessions éducatives dans les sites CSCOM et ASC sur le WASH communautaire lors de la Journée Mondiale du lavage des mains ;
- Superviser les activités d'ATPC et du post -FDAL dans les districts de Yanfolila et Selingué;
- Intensifier les sessions éducatives dans la communauté sur les quatre pratiques clés de WASH ;
- Distribuer 500 kits de lavage des mains dans les sites SONUB aux femmes ayant observé les 4 CPN au cours de la journée mondiale du lavage des mains ;

MOBILISATION COMMUNAUTAIRE :

- Superviser trimestriellement les GAC par les équipes de mobilisation communautaire des districts sanitaires soutenus ;
- Suivre les progrès de la mise en œuvre des plans d'action communautaires par les conseillers communautaires des ONG ;
- Apporter une assistance technique aux districts sanitaires pour la planification, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation des campagnes nationales de santé (PF, SIAN, SMAM, journée lavage des mains au savon, JNV, journée mondiale des toilettes, journée mondiale lutte contre le paludisme) : DO et ONG partenaires ;
- Appuyer la tenue des sessions de sensibilisation des populations sur toutes les thématiques du projet dans les villages les ASC, les groupements de femmes, GSAN, et les GAC, comité WASH (Reconnaissance des signes de danger, Prévention du paludisme, Genre, AME, Prévention du VIH) ;
- Organiser des ateliers d'échanges d'expérience de la mise en œuvre de la stratégie de mobilisation communautaire basée sur le Cycle d'Action Communautaire dans 2 districts phares par ONG.

RENFORCEMENT DES SYSTÈMES DE SANTÉ :

- Faciliter les sessions d'auto diagnostic des capacités institutionnelles des ASACO et CSCOM non couverts en auto diagnostic et en élaboration de leurs plans de développement, en priorisant les sites SONUB dans les régions de Kayes et Sikasso ;
- Doter les comités paritaires (CP) des nouvelles aires de santé formées sur l'application de la carte de scores CAM en documents (10 copies) de la carte de score CAM dans les régions de Kayes, Sikasso, et Bamako ;
- Superviser l'utilisation de la carte de scores CAM par les comités paritaires des ASACO et Communes lors de leurs réunions trimestrielles par les formateurs de l'ECD;
- Former les membres des Comités Paritaires des aires des santés non encore formés sur l'application de la carte de score CAM, dans les régions de Sikasso et Bamako, en priorisant celles avec des sites SONUB ;

PALUDISME :

- Organiser des sessions de causeries éducatives et de sensibilisation sur la prévention du paludisme dans la communauté à travers les conseillers communautaires des ONG.

PLANIFICATION FAMILIALE :

- Organiser des causeries pour la sensibilisation et la mobilisation sur la PF (activités de routine) ;
- Appuyer techniquement et financièrement les activités de la campagne PF, édition 2020 (organiser les jeux concours sur la PF).

d) Résultats atteints en 2020:

Au cours de cette année 2020, les résultats suivants sont atteints :

SMNI :

- ✓ 81 CVSS opérationnels qui ont permis la prise en charge de 113 enfants, 325 femmes et 61 nouveau-nés;
- ✓ 233 groupements orientés et 23590 causeries éducatives réalisées sur les signes de dangers chez la femme enceinte, pendant l'accouchement et chez le nouveau-né.
- ✓ 358 427 personnes sensibilisées lors des causeries ;
- ✓ Pour la vaccination :
 - 10 652 causeries ont été organisées pour une participation de 196 581 personnes.
- ✓ 25 aires de santé ont été appuyées financièrement en stratégie avancée.

Nutrition :

- 183 séances de démonstration nutritionnelle ont été organisées dans les trois districts sanitaires avec l'organisation de la communauté :
 - **District sanitaires de Yanfolila :**
 - ✓ 128 séances de démonstration ces activités ont permis de toucher 2058 enfant de 0 à 23 mois, 227 femmes enceintes atteints avec les interventions de nutrition, 234 femmes sensibilisées sur les avantages de l'allaitement exclusif ,3255 enfants de 0 à 59 mois 3709 enfants dépistés dont 19 MAM, MAS 0.
 - ✓ 78 GSAN ont été suivis par le conseiller
 - **District sanitaire de Selingué :**
 - ✓ 16 séances de démonstration ces activités ont permis 442 enfant de 0 à 23 mois, 39 femmes enceinte atteints avec les interventions de nutrition ,618 enfants de 0 à 59 mois, nombre d'enfant dépisté 395 dont MAM 12 MAS 0,
 - ✓ 16 GSAN ont été suivi par le conseiller
 - **District sanitaire de Sikasso :**

- ✓ 39 séances de démonstration ces activités ont permis 1009 enfant de 0 à 23 mois, 1330 femmes sensibilisées sur les avantages de l'allaitement exclusif, 388 femmes enceinte atteints avec les interventions de nutrition, 1743 enfants de 0 à 59 mois 108 enfants dépistés dont 31 MAM, 5 MAS tous référé à l'ASC ;
- ✓ 26 GSAN ont été suivis par les conseillers communautaires.

PEV :

- ✓ 10 652 causeries ont été organisées pour une participation de 196 581 personnes ;
- ✓ 25 aires de santé ont été appuyées financièrement en stratégie avancée.

Renforcement du système de santé :

- ✓ La formation et l'orientation de 42 comités paritaires sur la carte de scores CAM ;
- ✓ La formation de 42 ASACO sur les modules allégés pour une participation de 200 personnes ;
- ✓ L'autodiagnostic institutionnel de 121 ASACO et CSCOM ;
- ✓ La supervision trimestrielle des 42 comités paritaires.

SEC :

- ✓ La formation de 35 ASC sur les Outils SEC révisés ;
- ✓ Le suivi par les conseillers communautaires qui a permis d'éviter les ruptures des produits, des supports et des matériels ;
- ✓ La réalisation de 01 supervision trimestrielle des DTC vers les ASC avec l'appui financier du projet.

Mobilisation communautaire :

- ✓ Superviser trimestriellement les GAC par les équipes de mobilisation communautaire des districts sanitaires soutenus ;
- ✓ 49 GAC ont été supervisés dont les 13 de Bougouni, 15 à Sikasso, 6 à Kignan, 6 à Selingué, 9 à Yanfolila ;
- ✓ Quatre (4) rencontres avec acteurs communautaires ont été organisées à (Kalana, Koumantou Tagan et Binko) elles regroupaient des GSAN, les comités paritaires, CEHA, les GAC pour échanger les meilleures pratiques afin de pérenniser les acquis ;
- ✓ 35 GAC ont fait des activités de leurs plans d'action ;
- ✓ 35 GAC ont tenu la réunion.

Paludisme :

- ✓ 30553 personnes touchées dont 6989 hommes et 23564 femmes

WASH :

- ✓ Un (01) suivi Post FEDAL a été organisé par le SACPN et le CSréf, il a concerné 17 villages (Salala, Diansirala, Kossiala, Zambala, Dadjougoubala, Konfra, Lèba et Tenintoumanina, Bada, Sokoroko, Diabala, Mandebala et Dalagouè, Moribala, Assamorola, Diarani et Kona).

Après une évaluation conduite par l'ONG les pratiques d'hygiène et d'assainissement sont respectées dans ces villages ;

- ✓ 36 maçons ont été suivis, 17 plans d'action communautaires suivis et 25 dalles réalisées soit 150 000F
- ✓ 26 villages maintiennent leur statut de Fin de Défécation à l'Air Libre grâce à la fonctionnalité des comités eaux hygiène et assainissement

PF :

L'appui technique et financier des campagnes PF et l'intensification des activités de routine sur la planification familiale ont contribué à l'utilisation des services de PF par les femmes.

936 causeries ont été organisées pour une participation de 18 752 personnes dont 9 564 femmes.

e) Bénéficiaires :

Les femmes en âge de procréer, les femmes en enceintes et allaitantes, les membres des ASACO, les groupements féminins, les groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN).

f) Ecart :

Les activités prévues au cours de la période non réalisée sont 26 maçons formés non suivis.

g) Partenaires et leurs apports :

- USAID/SCI : apport financier et technique ;
- GP/SP : appui conseil/Renforcement des capacités;
- Services socio- sanitaires : appui/conseil ;
- Communauté : mobilisation sociale

h) Bénéficiaires :

Les femmes en âge de procréer, les femmes en enceintes et allaitantes, les membres des ASACO, les groupements féminins, les groupes de soutien aux activités de nutrition (GSAN).

i) Changements produits/Effets :

Grace au projet SSGI, les communautés se sont organisées pour prendre eux-mêmes en charge leurs problèmes de santé à travers les GAC

Les petits problèmes entre le personnel du CSCCom et les communautés sont résolus par les GAC et ses membres font des plaidoyers auprès des partenaires pour l'obtention des appuis pour la résolution de leurs problèmes de santé.

L'organisation de la référence/évacuation a facilité avec moindre cout et de façon rapide, le transport des patients des villages vers les centres de santé.

Plusieurs villages ont été certifié dans le cadre de l'ATPC d'où le respect des règles d'hygiènes et d'assainissement dans ces villages.

j) DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- La diminution du ratio conseiller aire de santé vers la fin du projet d'où la difficulté dans la complétude et promptitude des données
- Le retard dans la mise à disposition des fonds (Plusieurs fois décrié mais cela a continué jusqu'à la fin du projet)
- Les conflits d'agenda parfois causé par le retard accusé dans l'acquisition des fonds qui faussent les planifications
- L'indisponibilité des véhicules des districts sanitaires.

ii. Titre : « Projet : « Renforcement de la lutte contre le VIH/SIDA au Mali pour un accès universel à la prévention, au traitement, à la prise en charge et soutien : une approche intégrée de santé communautaire »

a) Localisation :

Régions de Kayes, Koulikoro, Mopti.

b) Budget :

Le montant du budget pour l'année 2020 est de **169 417 672 F CFA**.

c) Résultats attendus :

- Former et équiper 193 Pairs Educateurs (recrutés parmi les HSH) compétents couvrant tous les sites du projet ;
- Faire bénéficier à 5 691 HSH du paquet de service semestriel de façon non cumulative (5 691 au 1er Semestre 2020 et 5 691 au second);

d) Résultats atteints en 2020:

- **Activités de prévention auprès des HSH :** (Le paquet de service)
 - 4 632 séances d'IEC/CCC réalisées à l'endroit des HSH en stratégie fixe ;
 - 11614 Participants aux séances de sensibilisation ;
 - 348 840 Préservatifs masculins et de gels lubrifiants distribués aux cibles ;
 - 5252 HSH pré conseillés pour le VIH ;
 - 5247 HSH dépistés pour le VIH ;
 - 5247 HSH post conseillés pour le VIH ;
 - 235 HSH testés positifs au VIH et référés pour la PEC ARV ;
 - 226 HSH testés positifs au VIH référés et initiés aux ARV ;
- **Missions de supervision :**
 - 04 Supervisions Trimestrielles de l'UMO du SR3 ;
 - 07 Supervisions Mensuelles de l'UMO du SR3 (Chef de projet et M&E) ;
 - 02 Supervisions semestrielles de la direction ONG ;
- **Formations :**
 - 02 personnes (01 chef de projet et 01 suivi/ évaluation) formés sur le DHIS2;
 - 11 personnes (01 chef de projet et 01 suivi/ évaluation, 08 Animateurs, 01 Comptable) formés sur l'égalité du genre;
 - 19 Animateurs formés/orientés sur la référence guidée;
 - 19 Animateurs formés sur les techniques de prélèvement DBS;
 - 19 Animateurs formés sur les supports de collecte des données révisés ;
 - 02 Animateurs formés sur le dépistage communautaire;
 - 108 PM formés/orientés sur la mobilisation communautaire ;
 - 46 Leaders HSH Formation sur les droits humains et l'estime de soi;
 - 26 Agents de santé formés sur l'accueil et la PEC des HSH;
- **Rencontres d'échange :**
 - L'ONG AMPRODE/SAHEL a participé à toutes les rencontres d'échange (planification, suivi/évaluation) avec Plan International Mali durant toute cette période.
 - Quatre (04) rencontres trimestrielles organisées avec l'ensemble de ses animateurs du projet FM, qui permettaient d'échanger sur les résultats obtenus durant le trimestre et de planifier les activités du trimestre suivant. Ces rencontres étaient aussi une occasion supplémentaire pour partager les résultats du projet avec les partenaires (CSRef, DRS, SER/HCNLS, CCDV etc.).
 - 04 comités communautaires HSH mis en place sur 4 sites différents (Kayes, Kenieba, Kati et Mopti).

e) Rapportages

- 04 rapports financiers trimestriels fournis au PR ;
- 04 rapports d'activités ont été élaborés trimestriellement et déposés auprès du PR

f) Partenaires et leurs apports :

- Fonds Mondial/VIH : apport financier
- PLAN INTERNATIONAL MALI : apport financier et appui conseil;
- Services socio- sanitaires : appui/conseil ;
- Communauté : mobilisation sociale.

g) Bénéficiaires :

Les Hommes ayant des rapports Sexuels avec d'autres Hommes (HSH).

h) Changements produits/Effets :

Comme changements produits, le projet, a entre autre permis de :

- ✓ Accroître l'accès à l'information sur les IST et le VIH/SIDA ;
- ✓ Faciliter l'accès au dépistage du VIH pour les HSH au sein desquels la prévalence du VIH était la plus élevée par comparaison aux autres populations clés, selon la dernière étude réalisée par Plan en 2020.
- ✓ Augmenter la demande et l'acceptation des produits de santé (gels et préservatifs) par cette population HSH, lors des distributions gratuites couplées à des sessions de sensibilisation, est un indicateur non négligeable de l'amorce d'un changement de comportement dans cette population qui utilisait rarement les préservatifs et gels lubrifiants lors des rapports sexuels, selon les différentes études réalisées au Mali ;
- ✓ Connaître leurs droits en matière de santé mais il a aussi permis d'impliquer certaines structures sanitaires publiques dans la lutte contre la stigmatisation et la discrimination des HSH en leur sein, à travers la formation des agents de santé sur les droits humains, l'accueil et la PEC des HSH.

i) DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- La mobilité et la déperdition des PE HSH ;
- L'insécurité et les pesanteurs sociales ;
- Les contraintes de la procédure « ZERO CASH » ;
- La non disponibilité d'outils informatiques pour tous les animateurs ;
- La rupture de médicaments contre les IST dans les CCDV (péremption des médicaments) ;
- La réticence de certains HSH dépistés positifs au VIH à accepter la référence guidée.

iii. Titre : Le projet de Renforcement des Interventions Communautaires de la Survie et Développement de l'Enfant menées par la Communauté.

a) Localisation :

Le projet est mis en œuvre dans les districts sanitaires de Kignan et Yorosso, Région de Sikasso

b) Budget :

Le montant du budget pour l'année 2020 est de **127 378 581 F CFA**

c) Résultats attendus :

Les résultats attendus par le Projet sont les suivants :

- Organiser et appuyer 36 réunions trimestrielles des plateformes de coordination multisectorielle dans 18 communes ;
- Engagement de 238 personnes dans la lutte contre COVID-19 par le biais d'actions RCCE (Communication sur les risques et engagement communautaire) (RCCE) COVID-2019 ;
- Atteindre 233 036 personnes par des messages sur la prévention et l'accès aux services sur COVID-19 ;
- Organiser et appuyer 02 sessions de plaidoyer auprès des autorités administratives et collectivités territoriales pour la redynamisation de la plateforme de coordination multisectorielle communes et district et la validation du cadre de redevabilité des PFCM ;
- Mettre en place 57 plateformes communautaires dans le DS de Kignan (57) selon la stratégie proportionnelle à la taille de la population et l'approche commune DS Kignan ;
- Dynamiser 270 plateformes communautaires dans le DS de Yorosso;
- Organiser 191 sessions de plaidoyer pour la redynamisation des 441 plateformes communautaires (par le changement des membres et l'intégration des autres acteurs

communautaires : Maman Yeleen, conseillère éducative, RC, Les communicateurs traditionnels ..., Mise en place d'une base de données des membres de GSAN) ;

- Organiser une session de 2 jours des 27 DTC et 27 chargés de maternité des 27 aires de sante de Kignan (11) et Yorosso (16) au niveau DS sur le processus de planification, suivi évaluation et certaines thématiques du paquet intégré ;
- Organiser une session de 2 jrs par les DTC et leurs adjoints en faveur des chefs de villages (88 Kignan, (103) Yorosso et des membres des plateformes communautaires (anciens et nouveaux), (3.480) Yorosso et (1.812) Kignan sur (i) la conduite du Diagnostic communautaire, (ii) routinisation de la supplémentation en Vit A et Déparasitage au niveau communautaire, (iii) l'utilisation de la chlorhexidine chez les nouveau-nés et (iv) le rapportage des activités ;
- Diffuser les résultats du diagnostic communautaire et Développer un plan d'action multisectoriel du village dans 191 villages avec la participation de 30 personnes par villages en 1 jour *500F repas communautaire (88 Kignan, 103 Yorosso) ;
- Appuyer la stratégie avancée dans 76 villages du district de Kignan ;
- Organiser 162 réunions de monitoring communautaires mensuelles pour le suivi de la performance des villages/ aire de santé (le DTC, son adjoint, 2 membres de l'ASACO, le chef de village et son secrétaire GSAC du village et ASC) dans les 2 DS de Yorosso et, Kignan (pour 8 mois) ;
- Organiser des Supervision des DS vers les aires de santé et de DTC vers les villages ;
- Organiser une rencontre d'orientation des agents de l'ONG et des DS sur l'approche communautaire et les procédures HACT ;
- Organiser 2 missions conjointes de suivi des activités et d'évaluation de la mise en œuvre du programme;
- Doter les membres des plateformes communautaires et le personnel de l'ONG en masque (2 par personne) soit 5.292 membres de plateformes (3.480) Yorosso et (1.812) Kignan et 11 staff ONG = 5.303 ;
- Doter les facilitateurs et superviseurs en moyen de déplacement et imperméable pour le suivi des activités ;
- Evaluer 2 fois par an les plans d'actions multisectoriel du village dans 191 villages avec la participation de 30 personnes par villages en 1 jour;
- Primer 52 meilleures plateformes dans le cadre l'appui aux activités génératrices de revenus ;

d) Résultats atteints par projet :

Les résultats atteints par le Projet en 2020 sont les suivants :

- 35/36 réunions trimestrielles organisées dont 17 à Yorosso et 18 à Kignan ;
- 191 personnes dont Kignan (88 chefs de villages, 11 DTC, 9 maires et à, Yorosso 103 chefs de village, 16 DTC, 9 maires) se sont engagés dans la lutte contre COVID-19 par le biais d'actions RCCE (Communication sur les risques et engagement communautaire) (RCCE) COVID-2019 ;
- 99 799 personnes atteintes par les messages sur la prévention et l'accès aux services sur COVID-19 ;
- 2/2 plaidoyers auprès des autorités pour la redynamisation de la plateforme de coordination multisectorielle communes et district et la validation du cadre de redevabilité des PFCM ont été organisé soit 100% ;
- 57 GSAN mis en place dans le district sanitaire de Kignan ;
- 191/191 (88 à Kignan, et 103 à Yorosso) sessions de plaidoyers organisées soit 100% ;
- 684 membres des GSAN, 45 membres des comités restreints et 52 ASC ont été formées ;
- 89/54 personnes ont été orientées en 2 sessions ;
- 4244 personnes ont été formées dont 89 ASC ;
- Les résultats sont diffusés dans 91/191 villages et le même nombre de plans d'action multisectorielle du village développé ;

- 11 aires de santé ont été appuyées dans le district sanitaire de Kignan ;
- 92/162 réunions de monitoring organisées ;
- 84/162 Supervisions DTC vers les villages et 4 supervisions DS vers les aires de santé organisées 02 Yorosso et 02 à Kignan ;
- Tous les agents ont été orientés sur l'approche communautaire y compris la direction de l'ONG ;
- 2/2 missions conjointes de suivi des activités et d'évaluation de la mise en œuvre du programme organisé;
- Les facilitateurs et superviseurs dotés en moyen de déplacement et imperméable pour le suivi des activités ;

e) Ecart

- Une réunion de la commune de Boura n'est pas tenue pour des raisons sécuritaires ;
- Les plans d'actions ne sont pas évalués ;
- 52 meilleures plateformes ont été primées dans le cadre de l'appui aux activités génératrices de revenus ;
- Les membres de 57 GSAN du district sanitaire de Kignan ne sont pas encore formés ;

f) Partenaires et leurs apports par projet

Le Gouvernement

- La Direction Régionale de la Santé de Sikasso ;
- La Direction régionale de développement social et de l'économie solidaire ;
- La Direction régionale de la promotion de la femme et famille ;
- Le Service local de développement social et de l'économie solidaire et celui de la promotion de la femme et famille des districts sanitaires de Kignan et de Yorosso ;
- Les préfets et sous-préfets (7)
- Le cercle de Yorosso et l'arrondissement de Kignan ;
- Le conseil de cercle de Yorosso;
- Les mairies des 18 communes des districts sanitaires de Kignan et de Yorosso.

OSC

- FELASCOM,
- ASACO,
- Plateformes communautaires
- Groupements féminines,
- Chefferies traditionnelle etc...

Organismes des Nations Unies

- OMS

g) Bénéficiaires

Bénéficiaires directs individus :

- Enfants de 0 à 59 (22%): 102,536 dont 36,333 à Kignan et 66,203 à Yorosso.
- Enfants de 6 à 59 mois (20%) : 83,893 dont 29.727 à Kignan et 54.166 à Yorosso.
- Enfants de 0-59 mois enregistrés dans le registre de suivi longitudinal : 66,203 à Yorosso ;
- Enfants de 0-11 mois (4%) ayant reçus le Penta 3 : 17,711 dont 6,276 à Kignan et 11,435 à Yorosso.
- Personnes s'occupant principalement d'enfants âgés de 0 à 23 mois (femmes enceintes, mères allaitantes, les donneurs de soins (les mères adolescentes, adolescentes) ayant reçus les conseils sur l'ANJE par le biais d'installations et des plateformes communautaires (COVID 2019): 67,763 personnes dont 24,012 à Kignan (5,505 femmes enceintes, 5,505 femmes allaitantes et 13,002 adolescentes) et 43,751 à Yorosso (10,032 femmes enceintes, 10,032 femmes allaitantes et 23,690 adolescentes).
- Nouveau-nés: 11,186 dont 3,964 à Kignan et 7,222 à Yorosso.

Personnes atteintes par des messages sur la prévention et l'accès aux services sur COVID-19 : 233,036 personnes dont à Kignan 82,576 personnes (42,114 femmes et 40,462 hommes) et 150,641 personnes à Yorosso (76,735 femmes et 73,726 hommes)

h) Bénéficiaires indirects des organisations :

- 191 plateformes communautaires au niveau village (441 Groupes de Soutien aux Activités Communautaires (GSAC)): les membres des GSAC, les chefs de village et les membres comités restreints des plateformes des communes ;
 - 1.990 personnes à Kignan : (i) 1.812 membres de GSAC (ii) 88 chefs de village, (iii) 90 membres comités restreints des plateformes des communes ;
 - 3.673 personnes à Yorosso : (i) 3.480 membres des GSAC, (ii) 103 chefs de village et (iii) 90 membres comités restreints des plateformes des communes
 - Aires de santé : 27
 - ASACO : 27
 - CS Réf : 2
 - Prestataires de santé (Directeurs Techniques des Centres (DTC) et Chargés des Maternités (CM)) formés : 54 dont 22 à Kignan (11 DTC et 11CM) et 32 à Yorosso (16 DTC et 16 CM)
- Au total on dénombre 191 plateformes communautaires au niveau village et 18 plateformes de coordination multisectorielles au niveau commune.

i) Changements produits/Effets :

Grace aux démonstrations nutritionnelles appuyées par le projet, l'état nutritionnelle des enfants est considérablement amélioré d'où la diminution des maladies des enfants et la réduction des dépenses liées aux maladies ont témoigné les communautés.

Les séances de sensibilisations/démonstrations ont renforcé la cohésion sociale dans les villages. Et l'idée d'intégration des chefs de villages/imans dans les GSAN a permis à la communauté d'intensifier les activités (mobilisations des céréales, légumineuses et argent pour les démonstrations)

j) Difficultés : Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Retard dans l'acquisition des motos ;
- Le taux de perdiem en dessous des autres partenaires ;
- Incompréhension des DTC au démarrage pour l'organisation des sessions de formation des GSAN à Kignan ;
- Démarrage du programme pendant l'hivernage.
- Retard dans la saisie des rapports des diagnostics communautaires à Kignan pour la revue et validation des données ;

iv. Titre : Projet ATLAS

a) Localisation :

Sites de Kayes, Nioro/Diema, Kita, Kenieba, Bafoulabé, Koulikoro, Kati, Kalaban Coro, Fana/Dioila

b) Budget : Le montant du budget pour l'année de 2020 est de **8 277 080 F CFA**

c) Résultats attendus :

Les résultats attendus par le Projet sont les suivants :

- Renforcer la capacité des acteurs impliqués dans la dispensation des kits d'ADVIH ;
- Mettre à disposition des kits d'ADVIH aux HSH et leurs partenaires pour améliorer pour le dépistage du VIH ;
- Assurer le suivi et l'évaluation des interventions du projet ;
- Sensibiliser les HSH au niveau des clubs de rencontre ;

d) Résultats atteints en 2020 :

Au cours de l'année 2020, les résultats suivants ont été atteints :

- 01 personne (chef de projet) formée comme formateur sur la dispensation des ADVIH (projet ATLAS) ;
- 15 animateurs et 04 PM formés sur la dispensation des ADVIH (projet ATLAS) ;
- 1555 HSH ont reçu des ADVIH (autotests) ;
- 2397 ADVIH (autotests) distribués ;
- Participation de la Direction ONG à 02 Missions de supervision du Projet ATLAS ;

e) Ecart :

Toutes les activités prévues ont été réalisées même dépassées à certain niveau

f) Partenaires et leurs apports :

- SOLTHIS (chef de file) : Apport financier
- Institut de Recherche pour le Développement (IRD) Apport technique
- Services techniques de la santé: Appui conseil ;
- ONG : mobilisation sociale ;

g) Bénéficiaires :

Les Hommes ayant des rapports sexuels avec d'autres hommes.

h) Changements produits/Effets :

Les changements produits sont entre autre :

- ✓ Adhésion de la cible HSH aux ADVIH
- ✓ Augmentation du nombre de HSH ayant les informations sur le dépistage et la disponibilité des tests de dépistage
- ✓ Accroissement de l'accès aux tests de dépistage VIH aux cibles HSH de façon générale et spécifiquement les clandestins ;
- ✓ Augmentation du nombre de HSH connaissant leur statut sérologique VIH ;
- ✓ Augmentation du nombre de HSH séropositifs mis sous ARV

i) Difficultés : Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Retard dans le démarrage du projet ;
- Retard dans l'approvisionnement des sites ;
- Quantités d'ADVIH insuffisante pour certains sites.
- Retard dans l'approvisionnement de certains sites ;
- Absence de frais de communication pour les agents chargés de la dispensation ;
- Nombre de tablettes reçu insuffisant (9/15) pour la lecture de la vidéo d'explication des étapes de l'utilisation des ADVIH et pour l'envoi par WhatsApp des photos des bons de commande pour l'approvisionnement à l'équipe SOLTHIS

❖ DOMAINE DE LA RECONCILIATION ET DE PAIX

- i. Titre : Projet « Mécanisme d'appui aux organisations de la Société Civile de défense des droits humains soutenant les victimes de la crise malienne, particulièrement les femmes, les filles victimes de VBG »**

a) Localisation :

Cercles de Bandiagara, Bankass et Koro

b) Budget :

Le montant du budget pour l'année de 2020 est de **10 000 000 CFA**

c) Résultats attendus :

Les résultats attendus par le Projet sont les suivants :

- Recruter Trois (03) animateurs pour la mise en œuvre du projet ;
- Orienter les animateurs sur le projet ;
- Rendre des visites de courtoisie à certains partenaires ;
- Identifier les sites d'accueil des déplacés ;
- Signer 03 protocoles de collaboration avec 03 radios de proximité ;
- Organiser des séances de causeries pour sensibiliser 300 personnes dont 173 femmes et filles et autres personnes vulnérables ;
- Réaliser des Visites à Domicile (VAD) ;
- Réaliser des émissions radio pour sensibiliser et informer les victimes sur le rôle de la CVJR ;
- Réaliser (18) projections de vidéo lors des causeries éducatives ;
- Identifier des leaders au sein des associations pour travailler avec l'ONG et jouer le rôle de relais communautaires ;
- Former les femmes leaders pour travailler avec l'ONG et jouer le rôle de relais communautaires ;
- Mettre en place des espaces « woye-sifa » ;
- Mobiliser 24 victimes à faire leurs dépositions à la CVJR ;
- Réaliser quatre (4) thérapies de groupe par mois à raison de deux (2) par cercle pendant deux mois ;
- Réaliser trois (3) thérapies individuelles pour chacune des cinq (5) cas de VBG ;
- Réaliser 48 suivis psychologiques à domicile des 24 victimes ;

d) Résultats atteints en 2020 :

Au cours de l'année 2020, les résultats suivants ont été atteints :

- Trois (03) animateurs ont été recrutés pour la mise en œuvre du projet dans les trois cercles : 01 à Bandiagara (Ana Amossé DOLO), 01 à Bankass (Elie KASSOGUE), 01 à Koro (Moumouni TOGO) ;
- Les capacités des trois (03) animateurs ont été renforcées lors de l'atelier d'orientation. Ils ont été outillés pour une meilleure compréhension du projet (objectifs, résultats attendus, stratégies, activités, ressources et plan de travail etc.) ;
- 13 séances de visites de courtoisies sont rendues aux partenaires au niveau cercle et au niveau régional ;
- 23 sites d'accueil des déplacés sont identifiés dont 10 à Bankass, 03 à Bandiagara, 10 à Koro ;
- Trois (03) protocoles de collaboration ont été signés avec 03 radios de proximité dont une (01) dans chaque cercle. Il s'agit de la radio ORONA de Koro, Radio SENO, de Bankass, la radio KANDA, de Bandiagara ;
- 48 séances de causerie éducatives touchant 1020 personnes dont 493 femmes, 442 hommes 59 garçons et 26 filles ;
- 06 séances de VAD réalisées : 14 personnes touchées dont 12 femmes ;
- 38 émissions réalisées par trois radios de proximité des trois cercles d'intervention dont 14 à Bankass 12 à, Bandiagara et 12 à Koro touchant 1567939 personnes ;
- 20 séances de projections de vidéo réalisées sur les audiences publiques lors des causeries éducatives touchant 524 personnes dont 145 femmes, 344 hommes 20 garçons et 15 filles ;
- 18 femmes leaders ont été identifiées au sein des associations pour travailler avec l'ONG et jouer le rôle de relais communautaires en raison de 06 par cercle ;

- 18 femmes leaders ont été formées sur l'animation et la conduite des débats sur les VBG par les animateurs pour être des relais communautaires afin de pérenniser les actions entamées ;
- Trois (03) espaces « woye-sifa » mis en place et équipés en : 09 Grandes nattes en plastique, 06 petites nattes en plastique, 03 Bacs à eau de 100 litres, 15 chaises en nylon, 06 cartons de savon, 06 laves main ;
- 128 victimes ont fait leur déposition à l'antenne régionale de la CVJR à Sévaré. Sur les 128 victimes 24 ont été prises en charge (frais de transport et restauration) par le projet et 104 mobilisées se sont rendues à Sévaré pour la déposition à leur propre frais. Les 128 dépositions se répartissent comme suit : Bandiagara : 92, Bankass : 25, Koro : 11 ;
- 48 séances de thérapies de groupe réalisées soit : Bandiagara : 16, Bankass : 16, Koro : 16
- 28 séances de thérapies individuelles pour les cinq (5) cas de VBG soit : Bandiagara : 08, Bankass : 08, Koro : 12 ;
- 48 suivis psychologiques à domicile des 24 victimes soit : Bandiagara : 16, Bankass 16, Koro : 16 ;

e) Ecart :

Toutes les activités prévues ont été réalisées même dépassées à certain niveau

f) Partenaires et leurs apports :

- ✚ Avocats sans frontière Canada, Apport financier ;
- ✚ Antenne régionale CVJR Mopti: Appui conseil ;
- ✚ Collectivités : mobilisation sociale ;
- ✚ Communautés : investissement humain.

g) Bénéficiaires :

Les victimes et survivants(es) des conflits inter communautaires dans les cercles de Bandiagara, Bankass et Koro.

h) Changements produits/Effets :

Des femmes leaders ont été formées sur l'animation et la conduite des débats sur les VBG et joue le rôle de relais communautaires afin de pérenniser les actions entamées ;

Les victimes ont été informées sur le mandat de la CVJR et ont été mobilisées pour faire leur déposition à l'antenne régionale de la CVJR à Sévaré avec l'appui du projet.

104 victimes mobilisées se sont rendues à Sévaré pour la déposition à leurs propres frais.

i) Difficultés : Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Insuffisance de moyen financier vu le nombre de victimes volontaire prêtes à aller faire de déposition à la CVJR
- Le manque de moyen pour la location de vidéoprojecteur pour la projection
- Insuffisance de masques
- Capsules vidéo très longue

❖ DOMAINE DE LA SECURITE ALIMENTAIRE/NUTRITION

i. Titre : Partenariat pour le Renforcement de la Résilience à l'Insécurité Alimentaire et Nutritionnelle au Nord du Mali (PRIAN)

a) Localisation :

Commune de Hombori, Cercle de Douentza, Région de Mopti.

b) Budget :

Le montant du budget pour l'année de 2020 est de **14 002 058 F CFA**.

c) Résultats attendus :

Les résultats attendus par le Projet sont les suivants :

- Restaurer, renforcer, sécuriser les moyens d'existence des ménages vulnérables, et renforcer la protection sociale ;
- Améliorer le score de diversification alimentaire (SDA) des enfants de moins de 5 ans, des femmes enceintes et allaitantes des ménages vulnérables ;
- Accroître la production agro-sylvo-pastorale et halieutique des producteurs pauvres et des groupes vulnérables et leurs revenus;
- Réaliser la distribution de cash aux bénéficiaires ;
- Dépister les enfants de 6 à 59 mois ;
- Référer les enfants dépistés de 6 à 59 mois et dont le PB<115 mm ;
- Réaliser les séances de communication et de changement de comportement (CCC) ;
- Former et mettre à niveau les membres de GSAN ;
- Suivre la production l'EQUINUT (Equilibre Nutritionnel), Didèguè fortifié ;
- Distribuer l'aliment bétail concentré à 330 ménages vulnérables ;
- Suivre l'évolution de l'élevage des 990 caprins distribués aux 330 ménages très pauvres ;
- Installer 02 fosses compostières ;
- Mettre en place de haies vives (moringa, jujubier, jatropha) pour sécuriser les sites de production maraichère ;
- Tenir une session bilan de Comité communal d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CCOCSAD) ;
- Tenir une session bilan de Comité Local d'Orientation, de Coordination et de Suivi des Actions de Développement (CLOCSAD) ;
- Renforcer les capacités des structures communautaires ;

d) Résultats atteints en 2020 :

Au cours de l'année 2020, les résultats suivants ont été atteints :

- Trois (3) distributions sur trois (3/3) ont été réalisées durant l'année 2020.
- La somme de dix-sept million cinq cent vingt mille francs (17 520 000 F) CFA a été distribuée à 219 bénéficiaires. Ainsi, chaque bénéficiaire a reçu chacun la somme de quatre-vingt mille francs (80000FCFA) ;
- 5865 dépistages dont 450 par les PB-Mères ont été réalisés au niveau des enfants de 6 à 59 mois durant l'année en 2020.
- La situation nutritionnelle de ces enfants dépistés se présente comme suit :
- Par rapport au périmètre brachial ((PB) inférieur à 115 mm, il y a eu 19 cas des enfants de malnutrition aigüe sévère durant l'année 2020 ;
- Par rapport au périmètre brachial (PB) compris entre 115 et 125 mm il y a eu 387 cas des enfants de malnutrition aigüe modérée ;
- Par rapport au périmètre brachial (PB) supérieur à 125 il y a eu 5459 cas des enfants normaux ;
- 174 (89 filles et 85 garçons) enfants ont été référés au CSCom pour une prise en charge nutritionnelle ;
- 220 séances de communication pour le Changement de comportement (CCC) ont été réalisées dont 67 séances de Causerie éducative (CED) et 153 de visites à domicile (VAD). 2685 personnes ont été touchées dont 24% d'hommes, 76% de femmes, 5% de femmes enceintes, 11% de femmes allaitantes, 90% de jeunes de 17 à 35 ans

Les thèmes traités ont porté sur :

- Le ménage pratique les mesures d'espacement de naissance ;
- Le ménage consomme de l'eau potable ;
- Les membres du ménage se lavent les mains au savon, après les toilettes, après le nettoyage anal des enfants, avant de préparer ;
- Les femmes enceintes utilisent les services de CPN et de CPON ;
- Les enfants de 0-5 ans et les femmes enceintes dorment toutes les nuits sous moustiquaire imprégnée, le ménage pratique les mesures d'espacement de naissance.
- Une session de recyclage de deux (02) jours (du 21 au 22 Septembre 2020) à l'adresse des groupes de soutien aux activités nutritionnelles (GSAN). La formation était sur l'ANJE avec l'accent sur les faiblesses dans l'exercice de leurs attributions et rôles. Au total, 30 participants dont 20 de GSAN et 10 mamans volontaires ont bénéficié de cette formation de recyclage sur 'ANJE' ;
- L'Unité de Production d'EQUINUT (Association de Production D'EQUINUT de la commune de Hombori) a produit au total, 330 kg d'EQUINUT ;
- 660kg d'aliments bétail ont été distribués à 330 ménages vulnérables en Septembre 2020 ;

Les résultats du suivi de l'évolution de l'élevage des 990 caprins distribués aux 330 ménages très pauvres sont:

- 990 caprins ont été reçus et entretenus par les 330 bénéficiaires des 10 villages d'intervention ;
- 281 mises -bas ont été réalisées de Mai 2018 à Juin 2020 ;
- 104 cas de pertes (vols, maladies etc.) ont été enregistrés ;
- Nombre de caprins existants dans les 10 villages d'intervention au 30 Juin 2020 est 1167 soit une augmentation de 85% de la population du cheptel ;
- 02 fosses compostières ont été installées ;
- 510 plants dont 500 de jujubier et 10 plants de Moringa à l'intérieur, a été encore renforcée encore en Septembre 2020 par la réalisation de plantation de 620 plants dont 20 de Moringa le long de la piste d'accès au périmètre et 600 plants de jujubier ;
- Une session de CCOCSAD a été tenue durant l'année 2020. Le thème portait sur la présentation aux membres de CCOCSAD du bilan de la mise en œuvre des activités ;
- 16 membres y ont participé dont 4 hommes et 3 femmes. Quant à la catégorie de participation des acteurs, il y avait 9 membres des Organisations de la société civile, 4 Elus, 3 des Services Techniques ;
- Une session de CLOCSAD a été tenue durant l'année 2020. Le thème portait sur la présentation aux membres de CLCOSAD du bilan de la mise en œuvre des activités.
- 49 membres y ont participé dont 43 hommes et 6 femmes. Quant à la catégorie de participation des acteurs, il y avait 20 membres des Organisations de la société civile, 17 Elus, 12 des Services Techniques ;
- 21 membres représentants de l'Unité de Production d'EQUINUT dans la Commune de Hombori, de l'Association des ménages Très pauvres de Kissim, de l'Association d'unité de viande séchée de Berbeye ont été formés.

e) Ecart :

- La tenue d'une session de CLOCSAD manque dans la prévision annuelle de CLCOSAD
- La tenue d'une session de CCOCSAD manque dans la prévision annuelle de CCOCSAD

f) Partenaires et leurs apports :

- ✓ Union Européenne: Apport financier;
- ✓ SOS SAHL: apport technique et Apport financier ;
- ✓ Service technique de l'Etat: Appui conseil

- ✓ Collectivités : mobilisation sociale
- ✓ Communautés : investissement humain

g) Bénéficiaires :

- ✓ Les bénéficiaires finaux du projet sont de : 3992 habitants de la commune de Hombori, cercle de Douentza.
- ✓ 330 Ménages Très Pauvres (MTP) bénéficiaires.

h) Changements produits/Effets :

Par rapport au dépistage communautaire des enfants de 6 à 59 mois :

Trente (30) mères volontaires qui avaient préalablement bénéficié d'une formation sur l'utilisation des bandes de Shakir, continuent mensuellement à faire le dépistage de leurs enfants et d'autres enfants dans leurs villages. Elles suivent les cas de malnutris référés au CSCOM et pratiquent les conseils pratiques culinaires, d'hygiène et assainissement.

Par rapport à l'appropriation des activités nutritionnelles par les collectivités territoriales :

Suite à une large information/sensibilisation, le conseil communal de Hombori a tenu le 5 Mai 2019 une session extraordinaire de délibération sur l'intégration des activités nutritionnelles dans le PDSEC. Ces activités prévues sont planifiées, réalisées et suivies par le Conseil communal. Elles sont reproduites dans d'autres villages de la commune en plus des dix (10) villages bénéficiaires du Projet.

i) DIFFICULTES : Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- Menaces d'insécurité dans le cercle de Douentza et façon aiguë dans la commune de Hombori. Le Maire de la commune et le Directeur Technique ont échappé aux pièges d'attaques à leurs domiciles. Le Chef de village de Hombori et le Secrétaire administratif de l'OCB de warrantage ont été certains de la part de certains groupes armés.
- Cette situation d'insécurité manifeste a occasionné un retard dans l'exécution des plans d'actions suite à la suspension temporaire de certaines activités.
- Le retrait de l'Administration, les Services Techniques de la zone pour une résidence à Douentza a été une conséquence de cette situation d'insécurité.

❖ DOMAINE DE LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE :

i. Titre : Le Projet de Reconstruction et de Relance Economique –Financement Additionnel (PRRE-FA)

a) Localisation :

Zone économique de Konna couvrant les cercles de Mopti, Douentza, Ténenkou et Youwarou dans la Région de Mopti.

1.2 Budget : le montant du budget pour l'année de 2020 (Janvier – Novembre 2020) est de **169 016 000 F CFA**.

b) Résultats attendus :

Les résultats attendus par le Projet sont les suivants :

Les résultats attendus de la mission sont les suivants :

- Informer les communautés, les membres des conseils communaux, les agents des services techniques déconcentrés et les autorités administratives sur les objectifs du projet et adhèrent aux actions initiées ;
- Identifier de façon participative les projets productifs et socio-collectifs du financement additionnel;
- Organiser les producteurs pour qu'ils s'approprient de façon durable leurs microprojets ;

- Dynamiser les comités communautaires de suivi et de surveillance des activités ; d'enregistrement et de gestion des plaintes, de prévention et gestion des conflits afin qu'ils assurent leur rôle de veille citoyenne ;
- Appuyer les acteurs intervenant dans la chaîne de valeurs (renforcement des capacités, structuration, formations, guides méthodologies, manuels etc...) pour mieux promouvoir leurs activités (fourniture d'intrants, production, transformation, commercialisation et consommation) ;
- Suivre les microprojets socio-collectifs et productifs réalisés au cours de la phase 1 du PRRE pour se rendre compte de leur exploitation ;
- Collecter les données de suivi-évaluation des activités du PRRE y compris celles de la base de données MALIGEMS via KoboToolBox;
- Mettre en place les structures de gestion des projets socio-collectifs selon l'approche communautaire ;
- Faire régulièrement le Suivi et la sensibilisation de la mise en œuvre des mesures de sauvegardes environnementales et sociales notamment en leur volet réinstallation des populations affectées, exploitation et abus sexuels et les violences basées sur le genre ;
- Appuyer les collectivités dans la réalisation de la restitution publique du bilan des PDSEC et de compte administratif ;

c) Résultats atteints en 2020 :

Au cours de l'année 2020, les résultats suivants ont été atteints :

- Quatre sur cinq (4/5) sessions de CCOCSAD ont été tenues sur l'information/sensibilisation sur le projet dans les communes de Konna (cercle de Mopti), Haïré, Djaptodji et Dangol-Boré (cercle de Douentza).
- 86 membres dont 79 hommes, 7 femmes, 15 Elus, 18 Agents des Services Techniques ,53 des Organisations de la société civile et 44 jeunes de 18 à 35 ans ont participé aux 04 sessions de CCOCSAD réalisées. Les informations partagées ont porté sur l'état d'avancement de la mise en œuvre des activités du projet d'Octobre 2019 à Septembre 2020.
- 02 sessions de CLCOSAD ont été tenues dont 01 dans le cercle de Douentza et 01 dans le cercle de Mopti. Au total, 128 membres dont 117 hommes, 11 femmes, 33 Elus, 57 Agents des Services Techniques, 38 des Organisations de la société civile et 27 jeunes de 18 à 35 ans ont participé à ces 02 sessions de CLCOSAD réalisées dans les cercles de Douentza et de Mopti ;
- 3138 émissions dont 793 diffusions et 2345 rediffusions ont été réalisées par 05 radios (02 radios de Douentza, 01 radio de Konna ,01 radio de Mopti et 01 radio de Youwarou).

Les thèmes ont porté sur :

- Les conséquences des maladies sexuellement transmissibles ;
- Organisation des OCB/OSP autour des éléments structurels de marchés (approvisionnement en intrant et commercialisation des produits) ;
- L'importance de la tenue des sessions restitution publique des comptes administratifs et des bilans des PDSEC ;
- Message sur les chantiers en cours de réalisation (Aménagement 1 ha avec construction de 30 magasins, Reconstruction de la maison des jeunes, Construction d'un complexe sportif, Construction d'un centre de développement de la petite enfance)
- Les conséquences des mariages précoces
- Les conséquences des mutilations génitales
- Message sur la loi de la pêche : autorisation de création d'un établissement l'aquaculture
- Magazine engagement communautaire et gouvernance locale
- Message sur la loi de la pêche : autorisation de création d'un établissement l'aquaculture

- Magazine engagement communautaire et gouvernance locale
- Magazine engagement communautaire et gouvernance locale
- Les mesures/gestes de prévention de la pandémie de Corona Virus
- Lutte contre le travail des enfants de moins de 15 ans dans les travaux des chantiers des microprojets
- Assainissement régulier des infrastructures : Débarcadères, PMH ; sites d'embouche et PM
- Rappel sur les réalisations de la phase 1 du PRRE
- Présentation du PRRE FA
- VBG (Violence domestique) et les mesures environnementales
- Assainissement régulier des infrastructures : Débarcadères, PMH ; sites d'embouche et PM
- Message sur la dotation du CSRef en matériels biomédicaux par le PRRE à travers l'AGETIPE
- Rôle et importance de la gare routière dans le développement du secteur des transports
- Rôle et responsabilité des membres du comité de gestion dans l'utilisation des fonds de roulement des micros projets
- Les missions des comités de gestion des Infrastructures ;
- La couverture de la réunion de réception provisoire des GMP de Konna ;
- Le compte rendu du bilan de la gestion administrative et financière de l'exercice 2019 de Konna ;
- Le message sur les réalisations de la phase additionnelle du PRRE dans la commune de Konna (microprojets productifs et socio collectifs) ;
- Les maladies sexuellement transmissibles IST, VIH/SIDA ;

Les langues de diffusions étaient le fulfulde, le sonrhäi, le bamana, bozo et français.

- 36 OCB/OSP ont bénéficié de la formation sur la vie associative, gestion administrative et financière. Au total, 137 membres de ces OCB/OSP dont 116 hommes, 21 femmes et 20 jeunes de 18 à 35 ans ont participé à cette formation ;
- 28 OCB/OSP ont bénéficié de la formation en entrepreneuriat rural. Au total, 85 membres de ces OCB/OSP dont 76 hommes, 09 femmes et 16 jeunes de 18 à 35 ans ont participé à cette formation. Les 28 OCB/OSP bénéficiaires du financement PRRE-FA ont été enregistrées au niveau de la Délégation Régionale de la Chambre d'Agriculture ;
- 59 OCB/OSP bénéficiaires de microprojets d'embouche de la phase initiale PRRE ont bénéficié de la formation sur l'utilisation de la botteleuse et de hache paille. Au total, 124 membres dont 91 hommes, 27 femmes et 37 jeunes de 18 à 35 ans ont participé à cette formation ;
- 02 OCB/OSP bénéficiaires de groupe motopompes sur l'agro-bisness de Konna ont bénéficié de la formation sur l'agrobusiness. 02 membres ont participé à cette formation. Les thèmes traités étaient :
 - L'entrepreneuriat agricole,
 - La modernisation des systèmes agroalimentaires,
 - Le marketing digital et les protocoles commerciaux
- 16 OCB/OSP bénéficiaires des microprojets de cages flottantes dans la commune de Konna, et 7 OCB/OSP bénéficiaires d'étangs piscicoles (3 OCB/OSP de la commune de Konna, 02 OCB/OSP dans la commune de Hombori, 01 OCB/OSP dans la commune de Haïré et 01 OCB/OSP dans la commune de Djaptodji) ont bénéficié de la formation sur la loi de la gestion de la pêche et de l'aquaculture. Au total, 66 participants dont 58 hommes, 8 femmes et 9 jeunes de 18 à 35 ans ont pris part à la formation.
- 35 comités dont 5 comités de surveillance, 05 comités communaux de prévention/gestion des conflits 25 comités villageois de prévention/gestion des conflits ont participé à cette formation de recyclage. Au total, 154 membres de ces comités dont 16% de femmes et 23% de jeunes de 18 à 35 ans ont participé à ces sessions de recyclage. ;

- Cinq (5) catégories d'acteurs de la pêche ont été identifiées à Konna : les pêcheurs, les pisciculteurs, les transformateurs/commerçants, les transporteurs, les services techniques existent à Konna. Pour le moment il n'existe aucun vendeur d'aliment poissons à Konna ;
- Un (1) atelier d'appui pour la mise en place des formes d'organisations des OCB/OSP de pêche a été tenue/
- 51 représentants (44 hommes et 07 femmes et 5 jeunes de 18 à 38 ans) des 23 OCB/OSP bénéficiaires de PRRE-FA ont participé à cet atelier tenu le 17 Octobre 2020 à Konna.
- 150 microprojets ont été suivis ;
- 130 microprojets sont fonctionnels soit 87% ;
- 20 microprojets non fonctionnels soit 13%.
- 89 sur un total de 117 microprojets de la phase initiale PRRE ont été cartographiés ; soit un restant de 28 microprojets et un taux de réalisation de 76% ;
- Nombre de microprojets productifs (MPP) de PRRE-FA réalisés : 80 dont 64 cages flottantes (Konna), 07 étangs piscicoles (03 Konna, 02 Hombori, 01 Hairé et 01 Djaptodji) ; 01 bourgoutière (Djaptodji) ; 08 groupes moto-pompes à Konna ;
- Nombre de microprojets socio-collectifs et productif de PRRE-FA réalisés : 01 complexe sportif à Konna ; 01 centre de développement de la petite enfance à Konna, la réhabilitation et l'équipement de la maison des jeunes à Konna, 1 ha et la construction de 30 magasins à Konna ;
- Nombre de microprojets productifs PRRE-FA réceptionnés : 79 sur un total de 80 ; soit un taux de 80% ;
- Nombre de microprojets PRRE-FA en exploitation : 64 sur un total de 80 ; soit un taux de 80% ;
- Les données de 70 microprojets en cours de réalisations de PRRE-FA sur un total de 80 ont été suivis mensuellement collectées et transmises sur le serveur maligems à travers l'outil Kobotoolbox ; soit un taux de réalisation de 88% et un restant de 10 microprojets.
- Quatre (04) comités de gestions ont été mis en place. Ils sont composés de 33 membres dont 70% d'hommes, 30% de femmes et 33% de jeunes de 18 à 35 ans.

Il s'agit des comités de gestion autour des infrastructures de :

- La Construction et équipement d'un Centre de Développement de la Petite Enfance à Konna ;
- La réhabilitation et équipement de la maison des jeunes à Konna ;
- La construction et équipement d'un complexe sportif à Konna ;
- L'aménagement de 1 ha du marché de Konna (Construction de 30 magasins).
- 623 séances ont été réalisées dans les 04 cercles d'intervention du projet. Au total 4444 personnes dont 2601 hommes, 1843 femmes et 1776 jeunes de 18 à 35 ans ont été touchées par ces séances d'IEC dans les villages.

Les thèmes d'IEC traités étaient les suivants :

- Information et sensibilisation des comités de prévention et de gestion des conflits, des plaintes et griefs sur les étapes de traitements et de gestion des plaintes ou griefs ;
- Information et sensibilisation du conseil communal de la jeunesse sur leur participation à la mobilisation des recettes fiscales, information ;
- Sensibilisation des OCB Bénéficiaires de GMP sur la gestion des huiles usées et carburants pour éviter la pollution des eaux de surface et souterraines ;
- Information et sensibilisation des autorités communales sur la mise en place de bac à ordures,
- La lutte contre le travail des enfants de moins de 15 ans dans les travaux des chantiers des microprojets, information ;
- Sensibilisation des Entreprises sur de la création d'emplois locaux ;
- Conséquences de la stagnation des eaux usées au niveau des micro-projets hydrauliques (PMH, SHVA) ;

- Lutte contre l'exclusion des couches sociales vulnérables déplacés/handicapés aux activités des microprojets) ;
- Les conséquences liées au mariage précoce des jeunes filles ;
- Les matériels de pêche autorisés par la loi pour la capture des poissons ;
- Les gestes barrières et de prévention contre la maladie à coronavirus ;
- Les dangers de la stagnation des eaux usées autour des microprojets hydrauliques ;
- La gestion des contenants des pesticides ;
- Vidange des fosses compostières ;
- Assainissement régulier des infrastructures ;
- Les conséquences des violences conjugales : cas des femmes battues ;
- Les conséquences des mutilations génitales féminines.
- **08** séances d'IEC ont été réalisées sur l'importance de la tenue de la restitution publique des bilans des PDSEC et de compte administratif. Au total **28** personnes sont touchées soit **25** Elus dont **22** hommes et **3** femmes et **3** jeunes de **18** à **35** ans.

d) Ecart :

- Le suivi de l'exploitation des microprojets de la phase additionnelle
- La formation des comités de gestion des infrastructures socio-collectives et productives

e) Partenaires et leurs apports :

- ✚ Banque Mondiale/: Apport financier;
- ✚ SOS SAHL: apport technique et financier ;
- ✚ Service technique de l'Etat: Appui conseil
- ✚ Collectivités : mobilisation sociale
- ✚ Communautés : investissement humain

f) Bénéficiaires :

Les bénéficiaires du Projet sont :

- Les collectivités des communes de Konna, Youwarou, Djaptodji, Hairé, Hombori
- 28 Organisations communautaires de base et Organisations socio-professionnels (OCB/OSP) dont 23 dans la commune de Konna, 02 dans la commune de Djaptodji, 02 dans la commune de Hombori et 01 dans la commune de Hairé.

g) Changements produits/Effets :

Des séances d'IEC et des émissions radios ont été réalisées sur les matériels de pêche autorisés par la loi (article 10, 11 et 12 du décret n°2018-0750/P-RM du 24 Sept. 2018 fixant les modalités d'application de la loi déterminant les principes et les conditions de gestion de la pêche et de l'aquaculture) : Les 16 OCB/OSP bénéficiaires des microprojets et les 07 OCB/OSP bénéficiaires des microprojets d'étangs piscicoles observent ces réglementations par la loi et diffusent les informations aux autres pisciculteurs non bénéficiaires de financement PRRE-FA.

h) Difficultés : Les difficultés rencontrées sont entre autres :

- La situation sécuritaire domine les zones d'intervention du Projet notamment les zones de Konna et de Douentza. Cette situation a empêché l'évolution de la réalisation des travaux d'aménagements de 02 PIV dans la commune de Dangol-Boré (site de Batouma et N'Doukoye) ;
- La situation locale de réglementation traditionnelle de gestion des plans d'eau a occasionné un retard dans le processus
- La dominance de l'informel dans les activités de la pêche dans la zone.

- La situation sécuritaire domine les zones d'intervention du Projet notamment les zones de Konna et de Douentza.

II- VIE ASSOCIATIVE DE L'ONG-ASSOCIATION SIGNATAIRE D'ACCORD-CADRE AVEC L'ETAT :

L'Association Malienne pour la Protection et le Développement de l'Environnement au Sahel (AMPRODE/SAHEL) est une ONG nationale créée le 05 janvier 1992, agréée par **récépissé N° 411/MAT/DAT** du 08 mai 1992, suivi de la signature d'**accord cadre N° 319** du 30 mai 1992 révisé le 07 Janvier 2008 avec le Gouvernement Malien sous le N°**0115/000319**.

Ses organes sont :

- L'Assemblée Générale : organe suprême de l'Association. Elle se réunit en session ordinaire une fois par an et en session extraordinaire sur convocation du conseil d'administration à la majorité des deux tiers (2/3) des membres inscrits ;
- Le Conseil d'Administration : est l'organe de décision d'AMPRODE/SAHEL. Il est responsable devant l'Assemblée Générale (AG) et est composé de sept (07) membres. Il est chargé d'exécuter les décisions de l'AG.
- La Direction Exécutive qui tient lieu de siège pour l'Association et est dirigée par un Directeur Exécutif chargé d'exécuter les décisions du Conseil d'Administration.

Au cours de l'année 2018, les différentes instances se sont réunies :

a) Le conseil d'Administration :

- 1) Préparation de l'AG de l'année écoulée :
 - ✓ L'examen et approbation des Rapports d'activités et financier 2020 ;
 - ✓ L'examen et approbation du Rapport du commissaire aux comptes ;
- 2) L'examen et approbation du Programme d'activités pour l'année 2021
- 3) Questions diverses

b) L'Assemblée Générale

Pour statuer sur :

- 1) Le bilan de l'année écoulée :
 - ✓ L'examen et approbation des Rapport d'activités et financier 2020 ;
 - ✓ L'examen et approbation du Rapport du commissaire aux comptes ;
- 2) Le programme d'activités pour l'année 2021
- 3) Questions diverses

III- Administration / fonctionnement :

AMPRODE/SAHEL, l'ONG – Association signataire de l'accord- cadre avec l'Etat a son siège à Bamako et possède des antennes ou représentations dans les localités suivantes : Sévaré (Mopti), Ténenkou, Bankass, Bandiagara, Douentza, Sikasso et Gao.

Chaque antenne est dirigée par un chef d'antenne qui rend compte à la Direction Exécutive.

La taille du personnel d'AMPRODE/SAHEL est de **104** agents dont **32** femmes. Ce personnel est composé de six (06) agents administratifs assurant la permanence au siège de l'ONG, 98 agents de terrain, 06 agents d'appui (05 chauffeurs et 04 gardiens).

Les principaux domaines de qualification du personnel sont : Psycho-pédagogues, Socio-Anthropologie, Ingénieurs agronomes, Ingénieurs zootechniciens, Ingénieurs des eaux et forêts, Administrateurs, Juristes, Gestionnaires, Sociologues, Médecins, Infirmiers, sage femmes, Techniciens d'agriculture, d'élevage, Comptables, Secrétaires comptables.

L'ensemble du personnel d'AMPRODE/SAHEL est constitué de nationaux.

AMPRODE/SAHEL est membre du GP/SP, de la Coalition des OSC/PF et des CR ONG de Mopti et de GAO. Son Directeur Exécutif assure la présidence de la coalition des OSC pour le repositionnement de la PF pour le Mali et pour la sous-région Afrique francophone.

IV- Perspectives :

Les perspectives de l'ONG pour l'année 2021 sont :

- ***La poursuite de la mise en œuvre des projets suivants:***
 1. Le projet de Renforcement des Interventions Communautaires de la Survie et Développement de l'Enfant menées par la Communauté dans les districts sanitaires de Kignan, Yorosso, Région Sikasso;
 2. Programme d'Accès à l'Éducation pour Tous les Enfants au Mali (PACETEM) dans les Académies de Douentza et de Gao ;
 3. La mise en œuvre du projet du PRRE 2 dans la zone économique de Konna ;
 4. La mise en œuvre du projet DEMSAN/OOAS au MALI;

- ***La mise en œuvre (démarrage) des projets suivants:***
 1. Projet fonds mondial dans les régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti;
 2. Projet FOOD FOR EDUCATION phase IV (MGDIV);
 - L'identification, conception et montage de nouveaux projets et recherche de financement à travers les appels à manifestation
 - La mise en œuvre du plan stratégique 2018-2023 de l'ONG.

V- Conclusions/Recommandations :

L'apport des ONG dans un pays comme le Mali où plus de 80% de la population est pauvre, est déterminant.

A cet effet, les différents projets exécutés ou en cours de réalisation par l'ONG AMPRODE/SAHEL, sont inscrits dans leur majorité dans les politiques et stratégies nationales mais aussi dans les plans de développement communaux des localités concernées, répondent à des exigences du moment et ont contribué à satisfaire les besoins sociaux et économiques des communautés à la base.

Cependant, malgré la crise politico sécuritaire et l'extrême pauvreté de nos populations, les résultats obtenus sont encourageants. Une collaboration franche gage d'un partenariat fécond existe entre les différents acteurs (Administration, services techniques, autorités communales, bénéficiaires) qui œuvrent pour le développement des communautés.

Pour une meilleure implication des ONG dans le développement économique et social du pays, nous suggérons au gouvernement de :

- ▶ Faciliter aux ONG l'accès au financement des programmes sectoriels comme entre autres PRODESS II, PISE III, PRODEJ, PRODEC ;
- ▶ Prévoir une ligne budgétaire pour le financement des ONG comme cela se fait dans d'autres pays ;
- ▶ Faciliter aux ONG les procédures d'exonération de leurs biens.

Fait à Bamako, le 19 Mai 2021

Le Directeur Exécutif

Mamoutou **DIABATE**